



Rapport d'activité 2011 des services de l'État devant le Conseil général du Bas-Rhin

Séance plénière du Conseil général

lundi 24 septembre 2012

Hôtel du département



Rapport d'activité 2011 des services de l'État devant le Conseil général du Bas-Rhin

Principales **politiques
publiques** mises en
œuvres par les
services de l'État
en 2011 dans le
département du
Bas-Rhin

Administration générale et territoriale de l'État
Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales
Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation
Contrôle et exploitation aériens
Culture
Écologie, développement et aménagement durables
Économie
Enseignement scolaire
Gestion des finances publiques
Immigration, asile et intégration
Justice
Plan de relance de l'économie
Politique des territoires
Recherche et enseignement supérieur
Relations avec les collectivités locales
Santé
Sécurité
Sécurité civile
Solidarité, insertion et égalité des chances
Sport, jeunesse et vie associative
Travail et emploi
Ville et logement

Le point sur ...

Les politiques publiques de l'État sont déclinées en missions dans la loi de finance, votées par le Parlement. Les missions, créées à l'initiative du Gouvernement peuvent être ministérielles ou interministérielles. Elles sont composées de programmes, qui définissent le cadre de leur mise en œuvre



Principaux objectifs nationaux des politiques publiques en 2011

1/2

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales

- ▶ Développer et promouvoir la production agricole sous signes officiels de qualité
- ▶ Renforcer l'organisation économique et assurer la compétitivité des filières agricoles et agroalimentaires
- ▶ Concilier activités économiques et préservation des milieux
- ▶ Améliorer la gestion durable des forêts relevant du régime forestier

Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation

- ▶ Sensibiliser chaque classe d'âge à l'esprit de défense par une JAPD de qualité et pour un coût maîtrisé
- ▶ Liquider les dossiers avec la meilleure efficacité et qualité possible

Contrôle et exploitation aériens

- ▶ Maîtriser l'équilibre recettes/dépenses et l'endettement du budget annexe. Améliorer l'efficacité économique
- ▶ Assurer un haut niveau de sécurité de la navigation aérienne et de l'aviation civile
- ▶ Maîtriser l'impact environnemental du trafic aérien
- ▶ Répondre aux besoins du secteur aéronautique en actions de formation

Culture

- ▶ Accroître l'accès du public au patrimoine national
- ▶ Donner des bases économiques et professionnelles solides à la création
- ▶ Améliorer l'insertion professionnelle des diplômés de l'enseignement supérieur
- ▶ Favoriser un accès équitable à la culture notamment grâce au développement de l'éducation artistique et culturelle

Écologie, développement et aménagement durables

- ▶ Limiter l'exposition aux risques technologiques et réduire l'impact des pollutions industrielles et agricoles sur les personnes, les biens et l'environnement
- ▶ Maîtriser l'énergie en réduisant la consommation et en développant l'usage des énergies renouvelables
- ▶ Mobiliser les pouvoirs publics et la société civile en faveur du développement durable
- ▶ Améliorer l'entretien et la qualité des infrastructures et réseaux de transports

Économie

- ▶ Renforcer l'efficacité des aides aux entreprises
- ▶ Traiter l'enquête de recensement dans les délais qui assurent la qualité
- ▶ Assurer la transposition des directives européennes dans les délais

Enseignement scolaire

- ▶ Conduire tous les élèves à la maîtrise des compétences de base exigibles au terme de la scolarité primaire
- ▶ Assurer un enseignement général, technologique et professionnel conduisant à la réussite scolaire et à une bonne insertion sociale et professionnelle
- ▶ Accroître la réussite scolaire des élèves en zones difficiles

Gestion des finances publiques

- ▶ Réussir la fusion et le déploiement du guichet fiscal unifié
- ▶ Assurer la lutte contre la fraude fiscale

Immigration, asile et intégration

- ▶ Réduire les délais de traitement de la demande d'asile
- ▶ Améliorer les conditions d'accueil et d'intégration des étrangers
- ▶ Favoriser la lutte contre l'immigration irrégulière



Principaux objectifs nationaux des politiques publiques en 2011

2/2

Justice

- ▶ *Rendre des décisions de qualité à un coût maîtrisé et dans des délais raisonnables*
- ▶ *Maîtriser la croissance des frais de justice*
- ▶ *Améliorer les conditions de détention*
- ▶ *Optimiser la prise en charge des mineurs délinquants*

Politique des territoires

- ▶ *Soutenir la compétitivité et l'attractivité des territoires*
- ▶ *Accompagner les mutations économiques et renforcer la cohésion sociale et territoriale*

Recherche et enseignement supérieur

- ▶ *Répondre aux besoins de qualification supérieure*
- ▶ *Produire des connaissances scientifiques au meilleur niveau international*
- ▶ *Consolider l'Europe de la Recherche*

Relations avec les collectivités locales

- ▶ *Promouvoir les projets de développement local*
- ▶ *Assurer la péréquation des ressources entre collectivités*
- ▶ *Améliorer l'information des collectivités territoriales et de l'administration territoriale sur la décentralisation*

Santé

- ▶ *Améliorer l'état de santé de la population et réduire les inégalités territoriales et sociales de santé*

Sécurité

- ▶ *Réduire l'insécurité*
- ▶ *Renforcer l'efficacité dans la lutte contre l'insécurité routière*
- ▶ *Améliorer le taux d'élucidation des crimes et délits*

Sécurité civile

- ▶ *Réduire le délai moyen de satisfaction des demandes d'interventions sur engins explosifs*
- ▶ *Harmoniser les moyens des services départementaux d'incendie et de secours*

Solidarité, insertion et égalité des chances

- ▶ *Améliorer l'accès à l'emploi et l'autonomie financière des bénéficiaires du RSA*
- ▶ *Réduire la pauvreté*
- ▶ *Garantir aux adultes vulnérables une protection juridique adaptée à leurs besoins*
- ▶ *Accroître l'effectivité et la qualité des décisions prises au sein des MDPH*

Sport, jeunesse et vie associative

- ▶ *Accroître la pratique sportive, notamment au sein des clubs, en apportant une attention particulière aux publics prioritaires*
- ▶ *Conforter le rang de la France parmi les grandes nations sportives*
- ▶ *Favoriser l'engagement des jeunes en service civique*

Travail et emploi

- ▶ *Accompagner vers l'emploi les personnes les plus éloignées du marché du travail*
- ▶ *Contribuer à la revitalisation des territoires et au reclassement des salariés licenciés pour motif économique*
- ▶ *Dynamiser la négociation collective et améliorer les conditions du dialogue social*
- ▶ *Garantir l'effectivité du droit du travail*

Ville et logement

- ▶ *Mieux répartir les logements sociaux au sein des agglomérations*
- ▶ *Améliorer la qualité et l'efficacité de l'offre de services pour les personnes les plus vulnérables*
- ▶ *Favoriser l'insertion par le logement des personnes en grande difficulté*
- ▶ *Améliorer l'encadrement éducatif et les chances de réussite scolaire des élèves les plus en difficultés*



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Administration générale et territoriale de l'État

1/3

Les chiffres des permis de conduire

	2008	2009	2010	2011
Nombre de permis de conduire nationaux délivrés	37 875	37 679	36 668	37 659
Nombre de permis de conduire internationaux délivrés	2 946	2 594	2 583	3 219
Nombre de suspensions administratives pour alcoolémies	1 383	1 245	1 325	1 421
Nombre de suspensions administratives pour excès de vitesse	171	224	233	425
Nombre de suspensions administratives pour usage de stupéfiants	79	177	326	346
Nombre d'annulations pour défaut de points	1 440	1 298	948	797

Les chiffres des immatriculations de véhicules

	2008	2009	2010	2011
Véhicules d'occasion	118 017	115 620	121 064	129 933
Véhicules neufs	50 461	42 530	40 092	43 125
Total	168 478	158 150	161 156	173 058

Mission : Administration générale et territoriale de l'État

2/3

Les chiffres de délivrance de titres d'identité

	2008	2009	2010	2011
Nombre de cartes nationales d'identités délivrées (CNI)	90 569	110 391	106 340	105 923
Nombre de passesports délivrés	48 881	41 947	42 695	48 542
Nombre de titres d'identités totaux délivrés	139 450	152 338	149 035	154 375

Les chiffres de la vidéoprotection

	2008	2009	2010	2011
Nombre de systèmes autorisés	253	230	550	577
Nombre de caméras autorisées	2 151	1 382	1 962	3 074
Total	168 478	158 150	161 156	173 058

Autorisations d'aménagement commercial (CDAC)

	2009	2010	2011
Dossiers examinés	16	21	12
Nombre de séances	7	9	5



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Administration générale et territoriale de l'État

3/3

Activités de sécurité privée

Le Conseil national des activités de sécurité privée (CNPAS), crée par la loi dite LOPPSI 2, est compétent pour prendre les décisions relatives aux agréments, autorisations et cartes professionnelles en lieu et place du Préfet. Depuis juin, la délégation territoriale du CNPAS, la Commission interrégionale d'agrément et de contrôle (CIAC), sise à Metz, assure également l'instruction des nouvelles demandes. Elle se réunit chaque mois pour étudier les cas les plus complexes. Le Préfet conserve néanmoins la compétence de retirer ou de suspendre ces autorisations et cartes en cas de nécessité tenant à l'ordre public

	2009	2010	2011
Cartes professionnelles	1 818	1 547	643
Autorisations préalables	295	495	418
TOTAL	2 113	2 042	1 157
Refus et retraits	20	58	96
Délai moyen d'instruction en jours en préfecture	111	173	20



Rapport d'activité
des services de l'Etat
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales

1/5

Faits marquants en 2011

Agriculture

Le Bas-Rhin a connu une période de sécheresse de grande ampleur au printemps 2011, ayant pour conséquence une perte de rendement de fourrages importants (prairie et maïs). La reconnaissance de calamité agricole a été rendue dès le 12 juillet 2011 fondée sur les données provisoires de récolte et confirmée par une décision définitive au 20 décembre 2011 tenant compte des rendements de maïs plus importants que prévu, diminuant ainsi la zone initialement retenue.

Sur les 377 dossiers reçus, 190 ont touché une aide d'un total de 306 420€, en moyenne 1 600€ par dossier

Accompagnement d'installations laitière

Le nombre d'installations de jeunes agricultures a quasiment doublé en 2011 par rapport aux années précédentes : 59 jeunes agricultures ont fait l'objet d'une décision d'attribution d'aide en 2011 (dotation de 778 900€) dont 36 sur installation laitière. L'augmentation s'explique par une redistribution des quotas laitiers dans le bassin Grand-Est orientée en priorité vers les jeunes installés. Au niveau départemental, ce sont 4,9 millions de quotas laitiers qui ont bénéficié à ces nouveaux installés

Sécurité et qualité alimentaire

Un abattoir temporaire a été mis en place pour la fête de l'Aïd el Kebir en 2011. Il a permis l'abattage rituel de 300 bêtes dans des conditions sanitaires conformes à la réglementation

Principaux acteurs

DDT – Direction départementale des territoires du Bas-Rhin

DDPP – Direction départementale de la protection des populations du Bas-Rhin

DRAAF – Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

Avec le concours de ...

ONF – Office national des forêts



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales

2/5

Action des services en 2011

TELEPAC, outil de télédéclaration pour les dossiers de la Politique agricole commune (PAC)

En 2011 des actions d'informations ont été menées dans le Bas-Rhin sur l'utilisation de l'interface internet permettant aux agriculteurs de faire leurs demandes d'aides pour les dossiers PAC de manière plus rapide et en limitant les risques d'erreurs. Grâce à cette mobilisation, la part des télédéclarations dans le département est passée de 29% à 48%, se rapprochant de la moyenne nationale qui est de 54%

Commission départementale de la consommation de l'espace agricole (CDCEA)

Cette commission, instituée par l'arrêté préfectoral du 14 avril 2011, est obligatoirement consultée pour l'élaboration ou la révision d'un Schéma de cohérence territoriale (SCOT), d'un Plan local d'urbanisme (PLU) ou d'une carte communale avec réduction des zones agricoles. Pour animer et présenter les données les plus pertinentes à la CDCEA, les services agricoles et d'aménagement du territoire ont travaillé ensemble sur une méthodologie d'analyse des documents d'urbanisme. Un document de synthèse présentant l'impact de la consommation agricole sur les exploitations mis au regard des besoins de la commune est présenté à chaque CDCEA. Une trentaine de dossiers ont été étudiés en 2011 au cours de 3 sessions entre mai et septembre : sur 16 PLU ou cartes communales, la CDCEA a donné 14 avis favorables et 2 réservés. Enfin sur 15 permis de conduire 11 avis ont été jugés favorables et 4 défavorables

Sécurité et qualité alimentaire

Les deux abattoirs de boucherie du Bas-Rhin situés à Holtzheim et à Haguenau sont conformes à la réglementation européenne et 303 entreprises alimentaires ont obtenu l'agrément sanitaire à la suite d'une inspection en 2011



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales

3/5

Action des services en 2011

Protection des végétaux

- Les secteurs sud de Haguenau, de Westhoffen-Balbronn et d' Obernai - Krautergersheim ont été contaminés en 2011 par la **Sharka des prunus**, qui affecte les arbres fruitiers. Un arrêté préfectoral a été signé à la mi-décembre. La surveillance en 2011 s'est traduite par une augmentation de la prospection: 90 jours sur 324 parcelles. Les 181 arbres contaminés appartenant environ à 30 propriétaires, dont 6 professionnels, ont été arrachés ou coupés pendant l'hiver
- Depuis 2011, excepté l'Alsace Bossue qui est en zone d'éradication, le département est en zone de confinement à l'égard des **chrysomèles des racines de maïs**. 588 pièges ont été posés dans les champs de maïs permettant de capturer 250 chrysomèles en 2011
- Surveillance dans les pépinières, jardineries, horticulteurs et maraîchers de l'apparition d'**organismes nuisibles** sur le territoire. 120 établissements ont été contrôlés : sur les 68 prélèvements effectués, 2 présentaient un virus sur Pelargonium. Les végétaux contaminés ont été directement détruits. En 2011, une dizaine de prélèvements ont été effectués pour la recherche de nématodes à galles. La prospection a particulièrement été intensifiée du côté de Hoerdts et Vendenheim où les agriculteurs avaient connus des cas de galles de la pomme de terre. Tous les prélèvements se sont révélés négatifs
 - Politique de contrôle : 20 contrôles effectués chez des producteurs et chez 120 revendeurs du passeport phytosanitaire européen, 70 contrôles chez les exploitants agricoles de l'utilisation des produits phytosanitaires, 6 contrôles chez les producteurs de l'hygiène de la production, 20 inspections d'entreprises concernées par la norme NIMP15, traitement des palettes avant exportation
 - 30 agréments délivrés par un organisme accrédité aux entreprises de distribution de produits phytosanitaires classés dangereux et d'application en prestation des services



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales

4/5

Action des services en 2011

Autorisation de défrichement préalable à l'extension de la gravière d'Offendorf

En 2011, la demande d'autorisation de défrichement préalable à l'extension du périmètre carriérable à Offendorf a été instruite.

La gravière d'Offendorf est située sur des terrains communaux, exploitée depuis 1987 par la société Gravière et Concassages. La quasi-totalité des terrains boisés ceinturant la gravière sont classés comme forêt de protection, consacrant ainsi l'intérêt environnemental exceptionnel de ces forêts alluviales. Une extension du périmètre ZAC sur les terrains non classés rend possible une première extension du périmètre carriérable en 1997. Ce gisement s'épuise et en 2009, la société et la commune entreprennent de solliciter une dernière extension afin de faire coïncider le périmètre carriérable à la limite de la forêt de protection.

Une proposition a été soumise aux pétitionnaires et aux services de l'État sur les mesures originales d'atténuation et surtout de compensation qui conditionnaient la délivrance des autorisations tant de défrichements que de gestion d'espèces protégées. Au terme de l'exploitation fixé à 2014, un nouveau paysage boisé viendra remplacer les installations industrielles, restaurant ainsi des espaces classés et réhabilitant le paysage de ce qui deviendra alors un espace naturel accueillant des activités de loisirs de plein air, en connexion directe avec le Rhin



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales

5/5

Données humaines DDT du Bas-Rhin *(toutes missions, données de décembre)*

ETP 2011	272,60	Effectif physique 2011	278
ETP 2010	303,10	Effectif physique 2010	305

Données humaines DRAAF du Bas-Rhin

ETP 2011	14	Effectif physique 2011	15
ETP 2010	14	Effectif physique 2010	15

Données budgétaires *(en €)*

Programme	Action	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
		2011	2010	2011	2010
Programme 206 Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation					
11	Suivi des risques sanitaires	505 395	100 930	200 451	75 625
14	Contrôle de la protection des végétaux	2 255	-	2 096	-

Mission : Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation

Faits marquants en 2011

Conseil départemental pour les anciens combattants du Bas-Rhin

Le Conseil départemental pour les anciens combattants et victimes de guerre et la mémoire de la nation (CDACVG) a été renouvelé en septembre 2011 avec la nomination de deux vice-présidents et la désignation des membres des sous-commissions de la Solidarité, de la mémoire et d'attribution du diplôme d'honneur de porte-drapeau.

L'exposition éditée en 2011 par l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre du Bas-Rhin (ONAC), était consacrée à « La Dissidence en Martinique et en Guadeloupe 1940/1945 » dans le cadre de l'année de l'Outre-Mer

Action des services en 2011

- Délivrance de 742 cartes et titres donnant droit à réparation et retraite ainsi que 46 cartes européennes de stationnement,
- 102 cartes d'invalidités ont été attribuées,
- 56 dossiers retraite du combattant ont été traités,
- 140 000€ ont été versées aux ressortissants, veuves et compagnes,
- 151 élèves de collèges et de lycées ont été récompensés au Concours national de la résistance et de la déportation dans le cadre du 50e anniversaire de sa création

Principaux acteurs

ONAC – Service départemental de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre du Bas-Rhin



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Contrôle et exploitation aériens

1/2

Faits marquants en 2011

Aéroport de Strasbourg – Entzheim

Création en mai 2011 de la société d'exploitation de l'aéroport Strasbourg - Entzheim. L'État y est majoritaire mais les collectivités font leur entrée dans le capital. Ce statut particulier vise à donner à l'aéroport des moyens mieux adaptés aux enjeux du département

Sécurité aérienne et services de contrôle

- 58 contrôles techniques d'exploitation ont eu lieu à Strasbourg – Entzheim tant sur des appareils français qu'étrangers
- Renouvellement du certificat de sécurité aéroportuaire de Strasbourg
- Première année de fonctionnement pour le secteur de contrôle et d'information (SCIV) de Strasbourg au delà des limites du département : les contrôleurs de Strasbourg- Entzheim effectuent d'une part le contrôle d'approche et terminal pour Karlsruhe - Baden et Lahr et d'autre part le contrôle du trafic dans les espaces inférieurs à l'ouest de Strasbourg

Desserte aérienne

Prévision de baisse de la taxe d'aéroport de Strasbourg- Entzheim, mettant l'aéroport en position d'équité avec les aéroports voisins

Qualité aérienne

Dans le cadre du développement durable, des travaux relatifs au plan de servitudes aéronautiques de Strasbourg ont été mis en place. Les collectivités vont être consultées en vue de la réalisation d'une enquête publique au premier semestre 2012

Principaux acteurs

DGAC / DSAC-NE – Direction de la sécurité de l'aviation civile nord-est
DGAC / SNA-NE – Service de la navigation aérienne nord-est
GTA – Gendarmerie des transports aériens



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Contrôle et exploitation aériens

2/2

Données humaines

ETP 2011	195	Effectif physique 2011	201
ETP 2010	195	Effectif physique 2010	200

Données budgétaires (en €)

Programme	Action	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
		2011	2010	2011	2010
Programme 612 : Navigation aérienne					
02	Aéroport	1 384 000	1 066 000	1 264 000	1 066 000
06	Maintien de compétences	-	304 000	-	304 000
Programme 613 : Soutien aux prestations de l'aviation civile					
01	RH et management	402 000	446 000	432 000	422 000
Programme 614 : Transports aériens, surveillance et certification					
01	Développement durable et régulation	1 925 000	2 191 000	1 990 000	1 906 000



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Culture

1/3

Faits marquants 2011

Architecture et cadre de vie

- Mise en œuvre du Projet d'extension-révision du plan de Sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) de Strasbourg, par arrêté préfectoral du 21 novembre 2011
- Développement du solaire thermique et photovoltaïque : solutions techniques pour concilier amélioration thermique et patrimoine. Le programme national BATAN – performance énergétique du bâti ancien- doit permettre de qualifier le comportement du bâti traditionnel et d'envisager des solutions techniques pour concilier amélioration thermique et patrimoine

Enseignement supérieur

Mise en route de la Haute École des arts du Rhin, établissement public de coopération culturelle (EPCC), regroupant les deux écoles supérieures d'art de Strasbourg et Mulhouse ainsi que l'enseignement supérieur de musique du Conservatoire régional de Strasbourg (soutien de 1 127 081€ par l'État)

Protection au titre des Monuments historiques

Le périmètre du camp de concentration KL de Natzweiler - Struthof a été classé monument historique. La maison des sœurs et l'ancienne pharmacie de l'hôpital civil de Strasbourg ont été inscrites à la protection au titre des Monuments historiques. En 2011, 146 permis de construire et autorisations de travaux sur monuments historiques ont délivrés

Culture transfrontalière

Mise en œuvre d'un projet d'une fête transfrontalière de la musique (prévue pour 2013)

Principaux acteurs

DRAC – Direction régionale des affaires culturelles d'Alsace
STAP – Service territorial de l'architecture et du patrimoine



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Culture

2/3

Action des services en 2011

Patrimoine monumental

Mise aux normes des installations techniques du Château du Haut-Koenigsbourg, restauration du péristyle de l'Opéra national du Rhin (part État : 137 000 €) et du Palais Rohan (part État : 600 000 €)

Spectacle vivant

Mise en œuvre du mandat de révision triennal (2011- 2013) des critères d'intervention de l'État dans ce domaine. Ce mandat repose sur la recherche de nouvelles coopérations et mutualisations entre TNS, TJP et Pôle Sud), sur une analyse du secteur du spectacle vivant avec la direction générale de la création artistique (DGCA) et sur un redéploiement de crédits (17 500€)

Livre et industries culturelles

Cinq opérations ont été financées dans le département pour un montant total de 837 823€, parmi lesquelles figurent l'aménagement de la bibliothèque de Barr (part État : 388 941 €), ou encore l'extension de la bibliothèque de Kilstett (part État : 102 994 €)

Politique de la ville et publics spécifiques

Le budget global pour le développement de projets en direction des publics spécifiques s'élève à 90 315 € en 2011. Les crédits alloués en 2011 dans le cadre de la politique de la ville s'élèvent à 199 542€ (+ 14,8% par rapport à 2010). Ainsi, 30 projets ont été soutenus dans des hôpitaux, centres pénitentiaires ou centres médico-sociaux

Contrat de projets État/Région 2007- 2013

Le montant total de la participation du Ministère de la Culture s'élève à 13,5 M€ Fin 2011, après cinq ans d'exécution du contrat de projets, le montant total des sommes engagées pour des projets culturels est de 8,15 M€, soit un taux d'exécution de 60,37%



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Culture

3/3

Données humaines (DRAC, STAP67 et STAP68)

ETP 2010	85,3	Effectif physique 2010	77,9
ETP 2011	84	Effectif physique 2011	82,2

Les chiffres du patrimoine en Alsace (et dans le Bas-Rhin)

Nombre de monuments protégés au titre des MH	1 404 dont 934 dans le Bas-Rhin
Nombre de musées de France	48 dont 24 dans le Bas-Rhin
Nombre d' objets protégés au titre des MH	4 761 dont 1 693 dans le Bas-Rhin
Nombre d' orgues protégées au titre des MH	179 dont 144 dans le Bas-Rhin
Nombre de Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP)	4 dont 1 dans le Bas-Rhin à Reichshoffen
Nombre d'Aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP)	1 en cours à Wangen (Bas-Rhin)
Nombre d' entités archéologiques :	10 281
Nombre de chantiers de fouilles : programmées / préventives Projets collectifs de recherche	12 / 29 (dont 13 pour la LGV) 6
Nombre de Villes et Pays d'Art et d'Histoire	3 (toutes situées dans le Haut-Rhin)
Nombre de secteurs sauvegardés	2 (Strasbourg et Colmar)
Nombre de dossiers traités par les STAP	9 294 (STAP67) / 4 315 (STAP68)
Nombre de permis de construire et autorisations de travaux MH délivrés par le DRAC	146

Mission : Écologie, développement et aménagement durables

Faits marquants en 2011

Biodiversité

Animation du Comité alsacien de la biodiversité (CAB) en vue de l'élaboration du Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) et plus globalement d'une stratégie pour la biodiversité et le paysage en Alsace. Un groupe de travail régional au sein du CAB, co-animé par l'État et le Conseil général du Bas-Rhin a initié en 2011 l'Atlas régional des paysages dont les travaux se poursuivront pendant 3 ans

Crises climatiques

Tenue de la mission d'information et d'évaluation sur la gestion par la collectivité des crises climatiques du 8 mars au 21 août 2011 à Strasbourg. La mise en place de cette mission avait été décidée par le Conseil communautaire, en janvier dernier, suite à l'épisode exceptionnel de neige et de gel. La mission effectue un examen détaillé des procédures et moyens actuellement en place pour faire face aux épisodes climatiques extrêmes et imprévisibles

Principaux acteurs

DDT – Direction départementale des territoires du Bas-Rhin

DIR - Est – Direction interdépartementale des routes de l'Est

DREAL – Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Alsace

Préfecture – Direction des collectivités locales – Bureau de l'environnement et des procédures publiques

Avec le concours de ...

SNS – Service de la navigation de Strasbourg

VNF – Direction interrégionale de Strasbourg de Voies navigables de France

ONEMA – Service départemental Bas-Rhin de l'office nationale de l'eau et des milieux aquatiques



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Écologie, développement et aménagement durables *Urbanisme, paysages, eau et biodiversité*

2/7

Action des services en 2011

Biodiversité

- La mise en œuvre du plan Hamster 2007-2013 se poursuit avec des crédits d'interventions qui s'élèvent à 595 000€ dont 478 000€ de l'État et de ses établissements publics et 25 000€ de FEADER. De plus, les deux dossiers ayant sollicité une dérogation ministérielle à l'interdiction de destruction du hamster ou de son habitat ont obtenu satisfaction en 2011

- En 2011, on recensait 460 terriers de Hamsters. Dans le cadre de l'évaluation du plan national d'actions 2007-2011, un nouveau protocole préconise de relâcher en conditions protégées et avec cultures maintenues sur pied des femelles, ceci permettant leur reproduction. On compte 798ha de cultures favorables au hamster sous contrat

Eau

Mise en œuvre de la directive européenne cadre sur l'eau (DCE) dans les territoires. Elle impose aux États membres d'atteindre le bon état des eaux superficielles et souterraines et des milieux aquatiques en 2015

La révision du Schéma directeur d'aménagement des eaux (SDAGE) du Bassin Rhin-Meuse et l'élaboration d'un programme d'actions constituent les outils de mise en œuvre de la DCE



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Écologie, développement et aménagement durables *Urbanisme, paysages, eau et biodiversité*

3/7

Action des services en 2011

Planification

- Mise en place de la gouvernance de la plate forme régionale du foncier en Alsace et de la consommation des espaces (PREFACE), validée lors du comité de suivi du Grenelle en Alsace et organisation du premier comité de pilotage entre janvier et mars 2011.

Cette plateforme régionale d'observation et de mobilisation permet de renforcer l'observation et la mobilisation des partenaires. L'objectif est d'enrichir les capacités d'observations de chaque partenaire, sur la base d'une mise en réseau et d'une mutualisation des données et des analyses.

En 2011, la plateforme et son réseau d'expertise se sont attachés plus prioritairement à analyser les dynamiques foncières les plus récentes, à partager les diagnostics, à organiser la mutualisation des connaissances aujourd'hui mobilisables, notamment pour accompagner les SCOT et à clarifier les impacts de l'étalement urbain sur les espaces naturels, agricoles et forestiers

- La tendance actuelle d'occupation supplémentaire des sols est de 625 hectares par an, dont 88% d'espaces agricoles et 12% d'espaces naturels. 54% de ces occupations sont dédiées à l'habitat et 37% pour les infrastructures de transports. Durant la même période, la population alsacienne a augmenté de 5,9%. Les communes périurbaines du Bas-Rhin connaissent une croissance de leur population deux fois supérieure à celle des pôles urbains (ville-centre ou banlieue)

- Représentation de l'État lors de l'élaboration ou révision des documents d'urbanisme communaux et supra-communaux : 3 SCOT sur 4 ont été approuvés, 194 POS/PLU sont en cours d'élaboration ou de révision par les collectivités ainsi que 8 cartes communales. L'État participe entre autre aux réunions d'associations et assure le contrôle de légalité des documents d'urbanisme



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Écologie, développement et aménagement durables *Urbanisme, paysages, eau et biodiversité*

4/7

Action des services en 2011

Chasse

Poursuite du Plan national de maîtrise des sangliers qui a permis d'engager une baisse de plus de 30% de la surface des dégâts causés par cette espèce

Construction durable

- Mise en œuvre du Plan Ville Durable sur les écoquartiers. Organisation de 4 ateliers rassemblant les élus des communes, des techniciens et des professionnels de l'aménagement
- Le Schéma Régional Climat Aire Énergie (SRCAE) affirme la volonté de réduire de 20% la consommation d'énergie alsacienne à 2020, de diviser par 4 les émissions de gaz à effet de serre entre 2003 et 2050 et de faire croître la production d'énergies renouvelables de 20% à 2020. Dans son volet éolien, le schéma détermine les zones potentiellement favorables à l'implantation d'unités de production éolienne

Droit des sols

Dans le cadre de la loi Grenelle II du 12 juillet 2010, les éoliennes terrestres sont soumises au régime des installations classées depuis le 13 juillet 2011. Désormais, la demande de permis de construire est traitée conjointement à la demande d'autorisation ICPE

Immobilier de l'État

La politique immobilière de l'État repose sur l'établissement d'un Schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI). Des audits d'énergie et d'accessibilité ont été effectués sur 92 bâtiments de l'État dans le département. Des travaux de la Cité administrative Gaujot de Strasbourg sont programmés et conduits dans le cadre de la réorganisation des services de l'État



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Écologie, développement et aménagement durables *Prévention des risques*

5/7

Action des services en 2011

Risques naturels et hydrauliques

Par arrêté du 17 janvier 2011, le Préfet du Bas-Rhin a prescrit l'élaboration d'un Plan de prévention des risques d'inondations (PPRI) concernant 24 communes de la CUS. Ce PPRI concerne le risque de débordement de l'Ill, du Rhin, de la Bruche en aval de la confluence du Bas d'Altorf ainsi que le risque de remontée de nappe phréatique. Ce PPRI permettra la révision de l'ancien PPRI de Strasbourg et des plans d'expositions aux risques naturels de 13 autres communes

Risques technologiques

Dans le département, 536 établissements sont soumis au contrôle d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

- Contrôle de 163 sites sur 536 soumis à autorisation afin de maintenir un niveau de vigilance élevé qui ont débouché sur 85 arrêtés de mise en demeure et 34 procès-verbaux
- Instruction des dossiers de demande d'autorisation au titre de la législation des installations classées ou du code minier : baisse des demandes avec 8 projets industriels en 2011 (30 par le passé)
- Planification par la mise en place des Plans de prévention des risques technologiques (PPRT) Actuellement 7 sont suivis dans le Bas-Rhin, 2 ont été approuvés (Total Petrochemicals à Oberhoffen et Dow Agrosiences à Drusenheim) et 5 sont prescrits : Rhône Gaz à Herrlisheim en cas d'approbation, Rohn & Hass à Lauterbourg et le Port aux Pétroles à Strasbourg en cours d'élaboration et Messier Bugatti Dowty à Molsheim et PRR-Butagaz à Reichstett en cours de re-prescription



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Écologie, développement et aménagement durables *Infrastructures et transports*

6/7

Faits marquants en 2011

Infrastructures fluviales, portuaires et aéroportuaires

Interruption début janvier 2011 de la navigation en raison des basses eaux et du gel des canaux. Un cassage de glace a été rendu nécessaire et le bassin de la Sarre avait été placé en vigilance orange
Pendant la sécheresse estivale de 2011, un regroupement des bateaux de plaisance dans les écluses du canal de la Marne au Rhin a été prescrit afin de contribuer à une économie en eau

Entretien et exploitation du réseau routier

Deux actions de communication ont été menées en 2011 :

- sensibilisation à la sécurité des agents des chantiers, « La sécurité aux abords des chantiers »,
- sensibilisation au maintien de la propreté des routes, « Stop aux routes dépotoirs »

Régulation des poids lourds

Présentation du **rapport Sichermann** aux collectivités. Ses suggestions :

- Réduction des tarifs du péage du tunnel Maurice-Lemaire de l'ordre de 30 à 50 %
- Régulation des trafics des cols de Saales sur les Routes départementale RD 42 et RD415 du Bonhomme, les plus proches du tunnel, par une restriction des autorisations de circuler : seuls les poids lourds chargeant et déchargeant de part et d'autre du massif y seraient autorisés – excluant de fait le grand trafic
- Augmentation des contrôles des poids lourds, garantissant le respect de ces règles

Une expérimentation de deux ans sur ces nouvelles bases était envisagée



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Écologie, développement et aménagement durables *Infrastructures et transports*

7/7

Action des services en 2011

Infrastructures fluviales, portuaires et aéroportuaires

- Restauration et modernisation du réseau des voies navigables : automatisation de 15 écluses sur le canal de la Sarre, restauration de la porte de garde du Port-aux-Pétroles de Strasbourg sur le Rhin
- Poursuite des études de construction et de calage du modèle de prévision des crues sur les affluents alsaciens du Rhin, étude de comparaison des performances de 3 modèles de prévision des crues sur le bassin de la Sarre

Entretien et exploitation du réseau routier

- Entretien et exploitation des autoroutes (A4, A351, A35), voies rapides et RN pour 13 M€
- Déneigement durant l'hiver 2010/2011 pour 3 M€ avec une augmentation des stocks de sel de 40% pour l'hiver 2011/2012 en raison de la pénurie connue durant l'hiver 2010/2011
- Trois projets d'infrastructure impactant le domaine routier national ont été conduits : Voie de liaison intercommunale Ouest (VLIO), l'aménagement de la RD 1083 et le raccordement du contournement ouest de Wolfisheim à la RN 4
- On note une hausse de la délivrance d'autorisations en raison de chantiers importants comme celui de la LGV-Est ou les chantiers d'éoliennes en France. La mise à jour de la carte nationale des itinéraires de 1ere catégorie a été menée en 2001 et l'évolution de la réglementation en matière d'accompagnement des convois intégrée en lien avec les forces de l'ordre



Faits marquants en 2011

Industrie

Chiffres d'affaires du secteur en hausse de 7% en 2011 par rapport à 2010 en Alsace. Deux secteurs se distinguent par des performances supérieures à la moyenne : les équipements électriques et mécaniques et le matériel de transport. Les exportations tirent l'industrie alsacienne avec une progression de 9,1% . Tous les compartiments d'activité ont vu leur chiffre d'affaire progresser en 2011 , mais le rythme de croissance est modéré dans les industries agroalimentaires, où les effets prix ont pu influencer les facturations

Construction

Le BTP affiche un regain d'activité après deux années difficiles. Les travaux publics et le gros œuvre sont les corps de métiers qui affichent les plus fortes hausses d'activité entre 7 et 8%. L'emploi a progressé de 3% avec toujours un large recours à l'intérim. Toutefois, les dépenses d'investissements se sont repliées de 12%

Services

Le transport routier de marchandises affiche une hausse du chiffre d'affaires de 3,5%. Les prestations vers l'étranger ont progressé de 9% contre 3,6% pour l'activité globale

Les principaux acteurs

DIRECCTE – Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Alsace

DRFiP – Direction régionale des finances publiques d'Alsace et du Bas-Rhin

DDPP – Direction départementale de la protection des populations du Bas-Rhin

BdF – Banque de France, succursale de Strasbourg

Mission : Économie

Conjoncture régionale 2011

2/6

1er trimestre 2011

2e trimestre 2011

3e trimestre 2011

	1er trimestre 2011	2e trimestre 2011	3e trimestre 2011
Emploi salarié	<ul style="list-style-type: none"> ○ L'activité a progressé au premier trimestre de 0,4%. En France la croissance a été dynamique : 0,9% ○ L'activité s'est renforcée dans tous les secteurs et l'effet sur le marché du travail s'est fait ressentir. 40% des nouveaux postes relèvent de l'intérim 	<ul style="list-style-type: none"> ○ L'emploi augmente de 0,2%. ○ Les services soutiennent la croissance de l'emploi avec une hausse de 0,5% dans la région 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Net recul (-0,6%) après 4 trimestres de hausse. Dans le Bas-Rhin ce repli est de -0,3% alors qu'en France le niveau d'emploi est resté stable. <p>La dégradation est due à la forte baisse des effectifs dans l'intérim.</p>
Marché du travail/ Chômage	<ul style="list-style-type: none"> ○ Le taux de chômage continue de baisser (-0,2%) et s'établit à 7,8% dans le Bas-Rhin (à 8,1% en Alsace) ○ Les jeunes demandeurs d'emploi sont les principaux bénéficiaires de ce recul : 5% de moins qu'au 1er trimestre 2010 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Le taux de chômage reste identique (7,8% dans le Bas-Rhin / 8,1% en Alsace) <p>Le chômage de longue durée continue d'augmenter : il concerne 38,1% des demandeurs d'emploi</p>	<ul style="list-style-type: none"> ○ Le taux de chômage est de 8% dans le Bas-Rhin (8,4% en Alsace) ○ Le chômage de longue durée se stabilise dans la région

Mission : Économie

Conjoncture régionale 2011

3/6

1er trimestre 2011

2e trimestre 2011

3e trimestre 2011

	1er trimestre 2011	2e trimestre 2011	3e trimestre 2011
Création d'entreprises	<ul style="list-style-type: none"> ○ 3 680 entreprises ont été créées, soit une baisse de 2% par rapport à 2010 ○ Le nombre de création d'entreprises diminue par le recul de l'auto-entreprise (-26%) 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Le nombre d'entreprises créées baisse de 4,7%. 3 300 entreprises voient le jour. 6 sur 10 d'entre elles sont des auto-entreprises 	<ul style="list-style-type: none"> ○ La création d'entreprises reste stable en Alsace alors que la moyenne nationale recule. 3190 entreprises ont été créées (soit 300 de moins en 1 an) ○ Ce recul s'explique par la forte baisse des nouvelles auto-entreprises
Industrie	<ul style="list-style-type: none"> ○ L'activité industrielle est repartie sous l'effet d'une demande plus tonique liée à l'export. Les industries agroalimentaires, des biens de consommation intermédiaires sont les principaux bénéficiaires ○ Recul de l'activité dans l'automobile 	<ul style="list-style-type: none"> ○ L'activité industrielle a fléchi. Dans le secteur du matériel de transport, des difficultés d'approvisionnement ont pesé sur la construction automobile ○ Dans les biens d'équipement, l'activité est restée dynamique 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Repli de l'activité industrielle en raison d'une demande en net recul ○ La baisse est plus marquée pour la production d'équipements électriques, électroniques, informatiques,...

Mission : Économie

Conjoncture régionale 2011

4/6

1er trimestre 2011

2e trimestre 2011

3e trimestre 2011

	1er trimestre 2011	2e trimestre 2011	3e trimestre 2011
Bâtiment	<ul style="list-style-type: none"> ○ Hausse des autorisations de construction individuel et collectif (+ 56% sur un an) 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Le nombre de mises en chantier a diminué ○ A contrario, les demandes de permis de construire se maintiennent à un niveau élevé 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Le nombre de logements commencés a diminué de 20% par rapport à 2010. <p>Cette baisse s'explique</p> <ul style="list-style-type: none"> - à travers la diminution des mises en chantier de bâtiments collectifs dans le Bas-Rhin et, - la hausse des logements individuels
Tourisme	<ul style="list-style-type: none"> ○ La fréquentation hôtelière a progressé de 5,4% par rapport à 2010, soit nettement plus qu'au niveau national (2,3%) ○ Les clients français ont contribué pour 90% aux nuitées réalisées. Le taux d'occupation des chambres offertes s'établit à 43,7% 	<ul style="list-style-type: none"> ○ La météo favorable amène à une augmentation de 7% rapport à 2010 ○ Le taux d'occupation s'élève à 61% 	<ul style="list-style-type: none"> ○ L'hôtellerie a battu des records de fréquentation. Hausse de 7% avec 1,9 million de nuitées enregistrées ○ Le taux d'occupation atteint 65,1%

Mission : Économie

Protection économique et sécurité du consommateur

5/6

Action des services en 2011

Maintien du volume de plaintes de consommateurs : **195** en 2011 pour 112 en 2010

- 3 701 visites d'entreprises pour 14 304 thématiques de contrôle avec un taux d'anomalie de 21,2% avec 200 dossiers contentieux
- 96,45 % de réponses apportées aux consommateurs dans les 10 jours
- Baisse de réclamations ou demandes de renseignement de consommateurs ou professionnels : **2475** en 2011, contre 3096 en 2010
- 16 infections alimentaires collectives et 36 alertes sur des produits alimentaires ou industriels élaborés ou distribués dans le Bas-Rhin
- Opération interministérielle Vacances menées dans des ferme-auberge, lieux de séjour pour enfants, contrôle d'événements et de sites touristiques
- Poursuite d'un plan triennal de contrôle renforcé dans le domaine des aires de jeux et des équipements sportifs

Données humaines DDPP du Bas-Rhin

ETP 2011	68,4	Effectif physique 2011	73
ETP 2010	74,1	Effectif physique 2010	78



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Économie

Médiation du crédit aux entreprises

6/6

Chiffres de médiation du crédit aux entreprises

	2010	2011
Montant des encours de crédit traités en médiation (en millions d'Euros)	73	91
Nombre d'entreprises ayant saisi la Médiation départementale du crédit	396	453
Nombre de dossiers acceptés ou pris en charge en médiation	316 (soit 80%)	358 (soit 79%)
Nombre de dossiers instruits et clôturés en médiation	65%	65%
Nombre d' entreprises confortées dans leur activité suite à la médiation	170	194
Nombre d'emplois préservés	3196	3850
Répartition des entreprises par secteur d'activité	95% TPE ou PME de moins de 50 salariés	94% TPE ou PME de moins de 50 salariés
Niveau moyen des encours de crédit traités en médiation		
	2010	2011
	50% sont inférieurs à 50 000€ 26% sont compris entre 50 000 et 150 000€ 16% sont compris entre 150 000 et 500 000€ 8% sont supérieurs à 500 000€	49% sont inférieurs à 50 000€ 25% sont compris entre 50 000 et 150 000€ 17% sont compris entre 150 000 et 500 000€ 8% sont supérieurs à 500 000€



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Enseignement scolaire

1/2

Action des services en 2011

Scolarisation des élèves handicapés

- Ouverture en concertation avec le Conseil général de trois Unités localisés pour l'insertion sociale (ULIS) à La Broque, Strasbourg et Bouxwiller en réponse à la hausse de plus de 50% en 5 ans du nombre d'élèves en situation de handicap dans le 2nd degré
 - Depuis 2010, le nombre d'élèves accompagnés par un Auxiliaire de vie scolaire (AVS) est passé de 400 à environ 600
 - Depuis 2010, le nombre total d'aménagements tous diplômes confondus est passé de 1 200 à environ 1 800
 - Les unités d'enseignement dans les établissements médico-sociaux créent une dynamique au sein du département : on compte 16 établissements médico-sociaux sous convention, 7 sous contrat et 3 en milieu hospitalier. 12 des 23 établissements non hospitaliers ont rédigé leurs projets. La phase de conventionnement a été atteinte fin 2011 avec la signature ou la finalisation des projets dans ces 23 établissements
 - Création d'un groupe de travail, regroupant la maison départementale des personnes handicapés (MDPH), des associations de parents, des enseignants référents, les directeurs de SEGPA et les coordonnateurs d'ULIS afin d'améliorer l'insertion professionnelle des élèves handicapés

Les principaux acteurs

Rectorat de l'Académie de Strasbourg

DASEN – Direction académique des services de l'Éducation nationale du Bas-Rhin



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Enseignement scolaire

2/2

Action des services en 2011

Contrat local d'accompagnement à la solidarité (CLAS)

La Direction académique participe à ce dispositif départemental. En 2011/2012, 236 actions ont été retenues dans le cadre du CLAS et ont concerné 2014 élèves de primaire et 1060 élèves du secondaire

Contrats urbains de cohésion sociale (CUCS)

Dans le Bas-Rhin on dénombre 2 CUCS. La Direction académique est associée à l'instruction à l'évaluation et au renouvellement des dossiers des CUCS de Haguenau- Bischwiller- Kaltenhouse et de la CUS. En 2011/2012, 17 actions proposées par des établissements scolaires ont été financées. Ces actions poursuivent des objectifs de remotivation scolaire et de lutte contre l'échec scolaire

Lutte contre l'absentéisme

Cette priorité mobilise l'ensemble des membres de la communauté éducative en 4 objectifs :

1. Diagnostiquer ce problème sur le département - **2. Sensibiliser** l'échelon de proximité - **3. Piloter et agir en partenariat** : renforcer le rôle des Maires en les intégrant dans la chaîne des signalements. Mise en œuvre de la circulaire du 31 janvier 2011 - **4. Agir avec les familles**

Prévention et gestion de la violence en milieu scolaire

Des correspondants « harcèlement à l'école » ont été mis en place et formés dans la grande majorité des collèges. Une déléguée départementale est chargée de la coordination des actions de suivi et de prévention. Sur l'ensemble des signalements, 33% concernent des violences physiques, 19% des violences verbales, 4% des ports d'arme, 5% de faits concernant des violences sexuelles. Le service départemental de santé, par action des infirmières scolaires, a sensibilisé les personnels du premier degré à la détection des abus sexuels. L'équipe mobile de sécurité (EMS) a réalisé 622 interventions et a pris en charge des élèves difficiles en dehors des activités ponctuelles de sécurisation



Mission : Gestion des finances publiques

Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

1/4

Faits marquants en 2011

Conventions de services comptables

- Signature de la convention de services comptables et financiers de la Région Alsace le 11 février 2011
- Signature de la convention de services comptables et financiers avec les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg le 18 octobre 2011

Achèvement du guichet fiscal unique

Création en juillet 2011, de 3 services des impôts des particuliers (SIP). Sur 10 villes du département, les contribuables particuliers sont accueillis par un seul et même service en charge tant de l'assiette que du recouvrement de leurs impôts. Sur Strasbourg, ce sont les professionnels et les particuliers qui disposent de cet accueil sur un même site. Dans les communes où les SIP n'ont pas été créés, toutes les trésoreries mixtes assurent désormais l'accueil fiscal de proximité pour l'ensemble des questions fiscales des particuliers

Mise en place du référentiel Marianne

Les services ayant une mission fiscale appliquent le référentiel Marianne. Les mesures prises dans le département en 2011 montrent que l'ensemble des engagements est respecté au niveau de tous les modes de contact, notamment ce qui concerne la qualité de l'accueil physique et téléphonique et les délais de traitement des demandes par courrier ou courriel

Principaux acteurs

DRFiP – Direction régionale des finances publiques d'Alsace et du département du Bas-Rhin



Mission : Gestion des finances publiques

Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

2/4

Action des services en 2011

Mission de conseil auprès des collectivités locales

- Tenue de la comptabilité de 721 collectivités territoriales, 527 communes, 45 groupements à fiscalité propre, 15 hôpitaux publics et de 33 établissements sociaux et médico-sociaux, soit un total de 2 812 comptabilités, plus de 3Mds € de dépenses et 2,5 Mds € de recettes pris en charge par les comptables du Bas-Rhin
- Réalisation de simulations fiscales dans 234 collectivités
- Publication pour la première année, d'une note sur les données financières des collectivités locales d'Alsace, présentée à l'occasion de l'assemblée générale des maires du Bas-Rhin

Soutien auprès des acteurs économiques du département et de la région

- En 2011, la Mission d'Expertise Économique et Financière (MEEF) a produit 4 rapports d'expertise. Le montant total des investissements expertisés s'élève à 257 M€. Les commanditaires en ont été les Préfets du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, le Directeur général de l'ARS ainsi que le Directeur d'un établissement public
- La DRFiP Alsace est en charge du secrétariat de la commission des chefs de services financiers et des représentants des organismes de sécurité sociale et de l'assurance chômage (CCSF). Elle s'est réunie à cinq reprises pour examiner des demandes de moratoires des entreprises en difficulté dans le cadre du règlement des dettes fiscales et sociales
- Dans le cadre de son activité de soutien au Préfet en matière économique et financière, la DRFiP a réalisé 335 contributions pour l'instruction des dossiers de demande d'aides publiques



Mission : Gestion des finances publiques

Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

3/4

Action des services en 2011

La numérisation du plan cadastral

On assiste à une montée en puissance des travaux de numérisation du plan dans le cadre de la convention signée en 2007 avec le Conseil général . 250 communes ont été numérisées sur les 336 concernées par la convention. Pour les autres communes concernées par des conventions plus anciennes, elles ont été rattachées volontairement à la convention départementale par une action concertée entre la DRFiP et le Conseil général

Poursuite de la dématérialisation

- Au 31 décembre 2011, un total de 61 conventions a été signé avec des collectivités territoriales en vue de dématérialiser leurs opérations comptables et financières. Parmi les nouveaux chantiers mis en œuvre, on note ceux de la Ville et du CCAS de Wissembourg, ainsi que ceux de la ville d'Illkirch-Graffenstaden et de la ville de Schiltigheim

- Au 31 décembre 2011, 1,63 millions de transactions et environ 181 millions d'euros ont été payées par un moyen automatisé de paiement dans le cadre du développement des moyens automatisés de paiement. Le dispositif TiPi (Titres payables par internet), permet aux usagers des collectivités locales de payer leurs factures par carte bancaire via internet. Fin 2011, 7 collectivités du Bas-Rhin sont concernées par ce dispositif

Au service des professionnels et de l'économie

La relation entre la DRFiP et les entreprises se modernise par le biais des télé-procédures déclaratives qui ont été mises en place dès octobre 2011, avec obligation de recours à cette procédure au delà de 230 000 € de chiffres d'affaires hors taxes. Dans le Bas-Rhin les télédéclarants TVA sont passés de 12 135 en 2010 à 17 961 fin 2011



Mission : Gestion des finances publiques

Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

4/4

Action des services en 2011

Plus grande justice fiscale

- L'année 2011 a été marquée par un bon niveau d'activité et de résultats pour l'ensemble des missions du contrôle fiscal de la direction. Les services de la DRFiP ont procédé à 570 contrôles fiscaux externes pour un montant total de droits rappelés de 33M€
 - Le plan de lutte contre les trafics illicites s'est traduit dans le département
 - par un niveau d'activité soutenu et des résultats en progression dans le cadre du dispositif « plan banlieue »
 - par une parfaite synergie avec le Groupement d'intervention régional (GIR)
 - Les relations avec tous les partenaires externes, gendarmerie, police, justice, douanes, organismes sociaux ont été renforcées dans le cadre du Comité départemental anti-fraude (CODAF) dont le secrétariat est assuré conjointement par la DRFiP et la DIRECCTE
 - Un nouveau protocole local de coopération entre la DRFiP et la Direction régionale des douanes et droits indirects a été signé en octobre 2011



Mission : Immigration, asile et intégration

Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

1/2

Faits marquants en 2011

Immigration

La loi du 16 juin 2011, relative à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité (LIIN), comporte 111 articles et vise les objectifs suivants :

- favoriser l'immigration des travailleurs hautement qualifiés par la création d'une carte bleue européenne
- abandonner l'exigence d'accès effectif aux soins pour les étrangers malades
- priorité donnée aux départs volontaires et aux éloignements sans délai en cas de risque de fuite. La durée totale de rétention a été portée à 45 jours (contre 32)

- Par la circulaire du 31 mai 2011, le Ministère de l'Intérieur a prescrit aux préfets de veiller à une stricte application des dispositions réglementaires en matière d'immigration familiale et professionnelle. Ces instructions concernent notamment les étudiants désireux d'accéder au marché du travail.

- Le Centre de rétention administrative (CRA) de Geispolsheim a fermé du 15 août 2011 au 30 janvier 2012 pour travaux, dans la perspective du transfert de gestion de la Gendarmerie vers la Police aux frontières au 1er septembre 2011. Les retenus ont été acheminés temporairement vers le CRA de Metz

Asile

Le nombre de demandeurs d'asile a augmenté de 13,8% en 2011, il s'établit à 1110 (contre 1018 en 2010). Le Bas-Rhin est en 3e position au niveau métropolitain (hors Ile de France)

Les principaux acteurs

DDCS – Direction départementale de la cohésion sociale du Bas-Rhin

Préfecture – Direction de l'immigration

Avec le concours de ...

DDPAF – Direction départementale de la police aux frontières du Bas-Rhin



Mission : Immigration, asile et intégration

Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

2/2

Action des services en 2011

Titres de séjour

- On compte 46 318 détenteurs de titres de séjour au 31 décembre 2011 : 58% d'entre eux possèdent une carte de résident valable 10 ans, 23% disposent d'une carte de séjour d'un an
- 17 300 titres ont été délivrés. On remarque une baisse de -7% par rapport à 2010. Parmi ces titres, 12 800 sont des renouvellements, 3 700 des premiers titres et 800 des autorisations provisoires
- Les nationalités les plus représentées : 12 926 titres, soit 28% ont été délivrés à des étrangers d'origines Turcs, 6 259 à des Marocains, 4 649 à des Algériens et 2 191 à des Portugais

Personnes accueillies en Préfecture

82 000 personnes ont été accueillies, soit une moyenne de 330 personnes par jour ouvrable
On compte environ 1 000 visites de plus qu'en 2010

Mesures d'éloignements

583 mesures d'éloignements ont été menées au cours de l'année 2011

Naturalisations

- 2 490 personnes ont acquis la nationalité dans le département : 2 171 par décret et 318 par mariage
- 1 307 dossiers de naturalisation par décret ont été instruits, soit une baisse de 30% par rapport à 2010
- 485 dossiers de naturalisation par mariage ont été enregistrés, soit une hausse de 2%



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Justice

1/1

Faits marquants en 2011

- Première phase de l'expérimentation de la Direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse d'Alsace (DTPJJ) par regroupement des départements du Haut-Rhin et Bas-Rhin. Le pré-projet a été présenté le 7 octobre 2011 à Obernai aux institutionnels et mis en œuvre par la suite

Action des services en 2011

- Mise en place de la mesure judiciaire d'investigation éducative en substitution de l'Investigation d'orientation éducative (IOE) et de l'enquête sociale
 - Renforcement de l'action éducative au pénal, développement des aménagements de peine
 - Renforcement du volet insertion de l'action éducative auprès des mineurs confiés par les activités de jour
 - 1 175 jeunes ont été suivis par le service du milieu ouvert de la PJJ du Bas-Rhin, dont 1 077 à la suite d'une décision pénale
 - 51 jeunes ont été pris en charge au titre de l'hébergement du secteur public PJJ du Bas-Rhin dans le cadre de mesures pénales sur 80 places du secteur public
 - 30 mineurs ont été pris en charge en centre éducatif fermé (CER) (Association Oberholz) et 30 jeunes ont été pris en charge en CER (Climont et Kreuzweg – Association ARSEA)

Les principaux acteurs

DTPJJ – Direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse Alsace



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Politique des territoires

Programme des Investissements d'Avenir en Alsace

1/4

Programme des Investissements d'Avenir en Alsace (PIA)

L'Alsace a su s'adapter aux exigences d'innovation et d'excellence demandées dans le PIA, tant en ce qui concerne le nombre de projets labellisés que pour les montants connus investis par habitant. A ce jour, les jurys internationaux ont sélectionné 61 projets alsaciens ou impliquant directement l'Alsace, dont 48 dans le domaine de l'enseignement supérieur et la recherche.

Parmi ces projets :

- **L'initiative d'excellence « Unistra »** de l'Université de Strasbourg (UdS) a été classée 1ere par le jury international. Un protocole d'accord, assorti d'une annexe financière et associant l'UdS, l'État et les collectivités locales, dont le CG67, est en cours d'élaboration

- **17 LABEX** rassemblent les meilleures équipes autour de projets scientifiques novateurs et interdisciplinaires

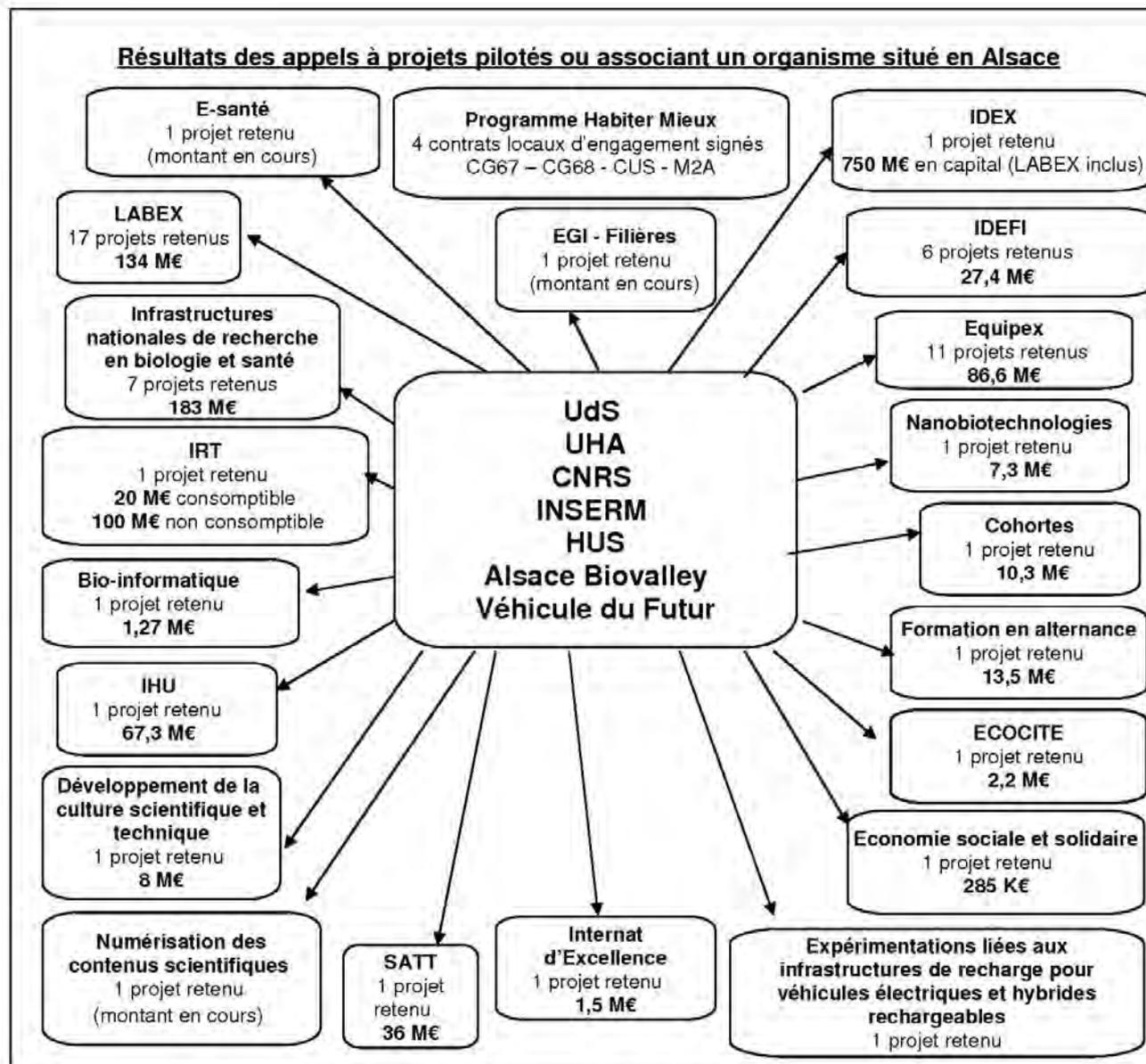
- **11 EQUIPEX** associés à des projets scientifiques le plus souvent portés par les propositions de laboratoires d'excellence, d'institut de recherche technologique ou d'institut hospitalo-universitaire.

Trois conventions ont déjà été signées fin 2011 et trois autres sont prévues pour le courant de l'année 2012. Ces signatures permettent l'allocation des crédits et le déploiement des projets

Mission : Politique des territoires

Programme des Investissements d'Avenir en Alsace

2/4





Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Politique des territoires

Contrat de Projets État – Région 2007-2013

3/4

Le Contrat de Projets État- Région en 2011 (CPER)

Ce contrat signé le 15 février 2007, associe l'État, le Conseil régional, les deux Conseils généraux, la Communauté Urbaine de Strasbourg, la Communauté d'Agglomération de Mulhouse-Sud Alsace et les villes de Strasbourg, Mulhouse et Colmar

Deux avenants ont été élaborés à budget constant pour l'État en 2010 et 2011. Le premier signé le 28 juillet 2010 et le second le 14 septembre 2011. Ce dernier est un avenant à mi-parcours de l'ensemble du CPER.

Le montant global du CPER 2007-2013 s'élève à 1,021 Mds €, à budget constant pour l'État.

A la fin 2011, 516 M€ ont été engagés, soit 61,3 % de l'engagement des partenaires, dont 218,5 M€ pour l'État. De plus 378 M€ (44,9%) ont été mandatés dont 152 M€ pour l'État.

Les taux d'exécution des collectivités et de l'État sont pratiquement identiques, preuve de la bonne coordination entre les partenaires et du souci de tenir les engagements pris

Projets dans le Bas-Rhin financés par le CPER

- 43 opérations soit 40% des projets seront intégralement engagées fin 2012
- 13 opérations n'ont pas débuté, soit 10 % de l'ensemble des opérations CPER

Exemples de projets :

- Aménagement du Musée Lalique, inauguré le 1er juillet 2011
- Restauration de la Maison alsacienne et mise au normes des installations techniques du

Château du Haut-Koenigsbourg

- Opération de reconversion de la carrière de St Nabor
- Poursuite de la modernisation de la Bibliothèque nationale universitaire (BNU) de Strasbourg



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Politique des territoires

Contrat triennal « Strasbourg Capitale européenne »

4/4

Le Contrat triennal 2009-2011

Cette contractualisation engagée depuis 1980, a permis de conforter le statut de Strasbourg, siège du Parlement européen, ville d'accueil de nombreuses institutions européennes et internationales : l'État s'est engagé dans ce contrat à hauteur de 117,54 M€ pour un montant total de 244,48 M€, soit une participation de 48%

Projets financés dans le Bas-Rhin en 2011

- 2e phase de la LGV-Est (part Etat : 35M€) dont les travaux sont en cours
- 1ere phase de la liaison Inter port (part Etat : 16M€) dont les travaux sont achevés
- Construction de l'école européenne (part Etat : 10M€), projet novateur qui offre aux personnels des institutions communautaires et au public à caractère international un enseignement en plusieurs langues : le projet porté en 2011 a abouti à la signature de l'autorisation d'occupation temporaire (AOT) en janvier 2012
- École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg (part Etat : 13,6M€) : projet d'extension

Bilan du contrat triennal 2009-2011

Niveau de réalisation jugé excellent par l'ensemble des partenaires.

Le taux d'engagements des crédits d'État et des collectivités a atteint 82%, dont 90% pour l'État

Un projet de contrat sur la période 2012-2014, d'un montant de 247M€, est en cours de finalisation



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Recherche et enseignement supérieur

1/1

Action des services en 2011

Plan Campus de Strasbourg

Après avoir été sélectionné parmi les six premiers campus retenus par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche en 2008, 24 opérations ont été identifiées dans la convention de site, signée le 21 février 2011

L'État alloue au projet Opération campus de Strasbourg une dotation non consommable de 375 M€ permettant un investissement proche de 200 M€ pour les années à venir.

Les collectivités alsaciennes apportent des co-financements portant l'investissement total de l'opération à 371,9 M€ dont 15 M€ pour le Conseil Général du Bas-Rhin. 20,5 M€ ont été délégués à l'Université de Strasbourg au titre des intérêts intermédiaires

- Le chantier de la 1ere phase du grand parc central a été finalisé à la fin de l'année 2011 et la suite des travaux devrait débuter avant la fin de l'année 2012
- 10 opérations sont au stade des dossiers d'expertise dont certaines cofinancées par les collectivités

Exemples d'opérations :

- La Maison Universitaire Internationale, 19 M€ dont 2,5 M€ du Conseil Général du Bas-Rhin
- La rénovation de la cité universitaire Paul Appell
- La réhabilitation et l'extension partielle du Pôle européen de Gestion et d'Économie (PEGE) autour de l'École de Management rénovée et agrandie (21 M€)

Mission : Relations avec les collectivités territoriales

1/2

Action des services en 2011

Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)

La DETR mise en œuvre en 2011, résulte de la fusion de la Dotation globale d'équipement (DGE) des communes et de la Dotation de développement rural (DDR). Ce dispositif est destiné à financer les investissements contribuant au développement des territoires. 517 communes, 44 EPCI à fiscalité propre ainsi que 131 EPCI sans fiscalité sont éligibles à la DETR. 391 dossiers au total, dont 337 par les communes et 54 par les EPCI ont été déposés.

148 dossiers ont été retenus, soit un taux de satisfaction de 37,85%, pour un montant 1 370 220 €

<i>Bilan 2011</i>	<i>Dossiers ouverts</i>	<i>Dossiers soldés</i>
DGE	269	145
DDR	54	14
DETR	161	20
TOTAL	484	179

Aide au contrôle de légalité dématérialisé (ACTES)

Ce programme fournit aux services des préfectures et sous-préfectures un outil d'aide et de suivi du contrôle de légalité sous la forme d'une application « métier », dans le cadre de la modernisation du contrôle. Il permet aussi aux collectivités de transmettre, par la voie électronique, les actes soumis à l'obligation de transmission au représentant de l'État dans le cadre du contrôle de légalité.

- Dans le Bas-Rhin, plus de 4 725 actes ont été télétransmis en 2011
- La préfecture est en période de test pour la télétransmission des marchés avec les services du Conseil général



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Relations avec les collectivités territoriales

2/2

Action des services en 2011

Schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI)

L'arrêté préfectoral adoptant le SDCI a été arrêté le 16 décembre 2011.

État des lieux de l'avancement de sa mise en œuvre:

- Rattachement de la commune d'Urmatt à la communauté de communes de la Haute-Bruche (arrêté préfectoral du 14 novembre 2011)
- Rattachement de la commune de Kleingoeft à la communauté de communes de la Région de Saverne (arrêté du 20 décembre 2011)
- Rattachement de la commune de Jetterswiller à la communauté de communes des Côteaux de la Mossig (arrêté du décembre 2011)
- Fusion des communautés de communes de la Région de Haguenau et du Carrefour des Trois Croix (arrêté du 19 décembre 2011)
- Fusion de la communauté de communes de Markolsheim et Environs et de la communauté de communes du Grand Ried (arrêté du 19 décembre 2011)
- Dissolution de syndicats : SIAEP du Kochersberg, Syndicat, des Eaux de la Moder, SI du CES de Bischwiller, Syndicat des Eaux de Chatenois- Scherwiller,...
- Dissolution du SICTEU assainissement de la région d'Ingwiller



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Santé

1/2

Les faits marquants en 2011

Mise en œuvre de la loi du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge

- Cette loi a conduit à définir les modalités de gestion administrative des soins psychiatriques dispensés sans le consentement des patients. Les procédures correspondantes, élaborées de façon concertée entre établissements, préfecture, tribunaux et agence régionale de santé (ARS) ont notamment intégré les saisines systématiques du juge des libertés et de la détention aux fréquences définies par le législateur
- La mise en application de la loi a également rendu nécessaire une évolution des cadres d'arrêtés préfectoraux, la formation de professionnels intervenant au sein de l'ARS durant les heures ouvrables et en période d'astreinte

Question prioritaire de constitutionnalité relative à la conformité aux droits et libertés garantis par la constitution aux articles L. 3213-2 et L.3212-3 du Code de la Santé publique

Depuis le 7 octobre 2011, les mesures provisoires arrêtées par les maires à l'égard des personnes dont le comportement révèle des troubles mentaux manifestes, ne peuvent l'être que sur le fondement d'un avis médical attestant le danger imminent pour la sûreté des personnes

Principaux acteurs

ARS – Agence régionale de santé d'Alsace
Préfecture – Préfecture du Bas-Rhin



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Santé

2/2

Actions des services en 2011

Veille sanitaire

Gestion des signaux et alertes « santé » ainsi que protection de la santé de la population

- 693 maladies au niveau de la région à déclaration obligatoire
- Mise en place de 2 plans de secours (canicule et iode) et de 4 plans particuliers d'intervention (PPI)
- Élaboration du volet « veille et gestion des alertes sanitaires » en vue du schéma régional de prévention (SRP) sur la période 2012-2016

Santé environnement

- 32 contrôles de captage d'eau potable
- 49 procédures engagées donnant lieu à la prise d'un arrêté d'insalubrité
- 16 contrôles de déchets d'activité de soins à risques infectieux (DASRI) de laboratoires ou pharmacies
- 13 contrôles d'établissements médico-sociaux et 7 établissements de santé ciblés sur les légionelles

L'agence régionale de santé (ARS) est chargée par délégation du préfet de la surveillance et du suivi de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux de loisir. Pour cela, un laboratoire chargé du contrôle sanitaire est désigné par le directeur général de l'ARS. Les frais sont à la charge des exploitants et non du pouvoir adjudicateur

Actuellement pour le Bas-Rhin, un marché a été attribué au centre d'analyse et de recherche (CAR) d'Illkirch



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Sécurité

1/6

Faits marquants en 2011

De nouveaux cadres partenariaux pour lutter contre les vols de métaux

Plusieurs conventions ont été signées entre les principales victimes de ces vols de métaux. Il s'agit notamment de l'Union nationale des industries de carrières et métaux, ainsi que de la Fédération française du bâtiment et de la Fédération des entreprises de recyclage

Le procès-verbal électronique (PVe)

- Depuis juin 2011, les services de police et de gendarmerie sont équipés du PVe permettant de dématérialiser l'ensemble des opérations de verbalisation s'agissant des infractions de 4e classe relative à la circulation routière
- Les collectivités locales ont également la possibilité de s'équiper de ce nouvel outil avec une aide financière de l'État en signant une convention d'engagement avec l'État à hauteur de 50% du coût de chaque appareil dans la limite de 500 €
- A ce jour, 10 communes dans le département ont signé une convention. Le dispositif est déjà opérationnel à Molsheim, Niederbronn-les-Bains et Saverne

Livraison du nouveau commissariat de Sélestat

Sur un terrain mis gratuitement à la disposition de l'État par la ville de Sélestat, cette construction pour un coût total de 5,3 millions € fait l'objet d'un bail emphytéotique entre l'État et la ville sur 38 ans, moyennant un loyer annuel de 360 000 €

Les principaux acteurs

Sous-préfets – Sous préfets d'arrondissements et Directeur de cabinet du préfet
DDSP – Direction départementale de la sécurité publique du Bas-Rhin
GGD – Groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin
DDPAF – Direction départementale de la police aux frontières du Bas-Rhin
DIPJ – Direction interrégionale de police judiciaire de Strasbourg
DRRI – Direction régionale du renseignement intérieur d'Alsace



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Sécurité

2/6

Action des services en 2011

La sécurisation du rallye de France Alsace

Le rallye qui s'est déroulé du 30 septembre au 2 octobre 2011 a nécessité un dispositif important de sécurisation. Le rallye a mobilisé 2 000 policiers et gendarmes. L'action des forces de l'ordre a permis qu'il n'y ait aucun accident lors des épreuves. Aucun blessé n'a été à déplorer et les incidents mineurs ont, malgré l'affluence, été bien maîtrisés

Création d'une sous-commission départementale pour la sécurité publique (SCDSP)

- La prévention situationnelle a connu une progression en 2011 avec la mise en place en juin de la SCDSP, chargée de rendre des avis sur les études de sûreté et de sécurité publique. Cette sous-commission a connu un développement significatif de son activité eu égard aux nombreux projets d'aménagement et à l'abaissement des seuils de la surface plancher retenue rendant obligatoire la réalisation d'une étude de sûreté de la sécurité publique (ESSP) par décret du 24 mars 2011

- A ce jour, 9 ESSP ont été examinées par la sous-commission, 4 sont déjà programmées et une dizaine de projets soumis à ESSP sont en cours

Une présence accrue des forces de l'ordre sur le terrain

Un renforcement a été mis en place par les dispositifs suivants :

- Généralisation du dispositif des patrouilleurs
- Dispositif d'optimisation opérationnelle
- Renforcement de l'emploi de réservistes
- Renforcement des forces mobiles dans des certains secteurs ciblés
- Patrouilles mixtes franco-allemandes à l'occasion du marché de Noël

Prévention de la délinquance

- L'étude des indicateurs de la délinquance met en évidence une dynamique de baisse dans le Bas-Rhin qui se poursuit en 2011
- L'animation de la politique de prévention de la délinquance a été redynamisée dans les différents arrondissements. Un bilan des bonnes pratiques impulsées et mises en œuvre en la matière dans les départements a été établi pour guider les sous-préfets dans leur action et le cas échéant pour exercer auprès des maires un véritable accompagnement dans la conduite de cette politique
- Le département compte 17 conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD) dont 8 intercommunaux et 9 communaux

	<i>Taux élucidation 2010</i>	<i>Taux élucidation 2011</i>	<i>Variation</i>
Atteintes volontaires à l'intégrité physique	71,72%	70,03 %	- 1,69
Atteintes aux biens	20,06 %	19,85 %	- 0,20
Escroqueries et infractions économiques et financières	68,67 %	63,74 %	- 4,93
Violences physiques crapuleuses	24,24%	16,81 %	- 7,43
Vols par effraction de résidences principales et secondaires	12,82 %	31,46 %	+18,64
Vols par effraction de locaux industriels, commerciaux ou financiers	22,73 %	26,03 %	+ 3,29



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Sécurité

4/6

Action des services en 2011

Gendarmerie départementale

- Trois compagnies ont enregistré une baisse de leur délinquance : Wissembourg, Sélestat et Strasbourg alors que Saverne, Haguenau et Molsheim enregistrent une tendance inverse
- Les bassins de délinquance restent les mêmes qu'en 2010 : Mundolsheim, Geispolsheim, Benfeld, Erstein, Molsheim, Obernai, Niederbronn-les-Bains, Brumath, Saverne

Affaires judiciaires

- Des enquêteurs ont démantelés sur Strasbourg et son agglomération, dans le cadre de plusieurs opérations judiciaires, un réseau de trafiquants de stupéfiants. 22 personnes ont été interpellées. Des armes de poing, d'importantes sommes d'argent, des véhicules et stupéfiants ont été saisis
- Les gendarmes de la compagnie de Molsheim ont interpellés 8 individus auteurs de dégradations sur le domaine de la SNCF, victime d'un préjudice de près de 150 000€

Données humaines Groupement de Gendarmerie du Bas-Rhin

ETP 2011	1 038	Effectif physique 2011	1 012
ETP 2010	1 052	Effectif physique 2010	1 003

Données humaines DDSP du Bas-Rhin

ETP 2011	1 209	Effectif physique 2011	-
ETP 2010	1 195	Effectif physique 2010	-



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Sécurité

5/6

Action des services en 2011

Lutte contre les fraudes

- La DDPAF a réalisé 265 opérations de contrôles conjoints en 2011 : 42 dans des hôtels-café-restaurants, 50 dans le secteur du bâtiment, 9 dans le secteur agricole et 165 dans d'autres secteurs variés : au total, 34 employeurs ont été mis en cause pour fraudes sociales et fraudes aux prestations sociales

Démantèlement de filières d'immigration clandestine

- Au cours de l'année 2011, la Brigade mobile de recherches mettait au jour plusieurs filières structurées d'immigration irrégulière transitant dans le département
 - 1 originaire de Proche-Orient (Iran)
 - 3 originaires d'Asie (Afghanistan, Inde et Sri-Lanka)
 - 1 en provenance d'Afrique (Cameroun)

Lutte contre l'immigration clandestine

- En 2011, le nombre d'interpellations d'étrangers en situation irrégulière par la DDPAF du Bas-Rhin est légèrement en baisse par rapport à 2010 (- 8,83%). Cette baisse a été la conséquence des difficultés juridiques rencontrées à effectuer des contrôles d'identité suite à la remise en cause de la bande des 25km par la Cour Européenne de Justice dans son arrêt *MELKI*.

- Les objectifs privilégient l'éloignement des clandestins ayant vocation à s'installer durablement. Le plus grand nombre d'interpellations est réalisé en 2011 dans le secteur de la gare de Strasbourg, connexion évidente entre l'ouest et l'est de l'Europe, ainsi qu'entre le nord et le sud



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Sécurité

6/6

Bilan 2011 dans le Bas-Rhin

Étrangers en situation irrégulière	1 693 interpellations
Nationalités impliquées	turque, russe, tunisienne, marocaine et kosovare
Réadmissions en Union Européenne	988
Porteurs de faux documents	196
Trafiquants d'Êtres humains	159
Employeurs d'étrangers sans titres de séjour ou de travail	34
Contrôles de sûreté en zone aéroportuaire à l'aéroport international Strasbourg- Entzheim	21 511
Non-admissions prononcées à la frontière Schengen	20

Données humaines DDPAF du Bas-Rhin

ETP 2011	163,10	Effectif physique 2011	164
ETP 2010	171,10	Effectif physique 2010	172

Mission : Sécurité routière

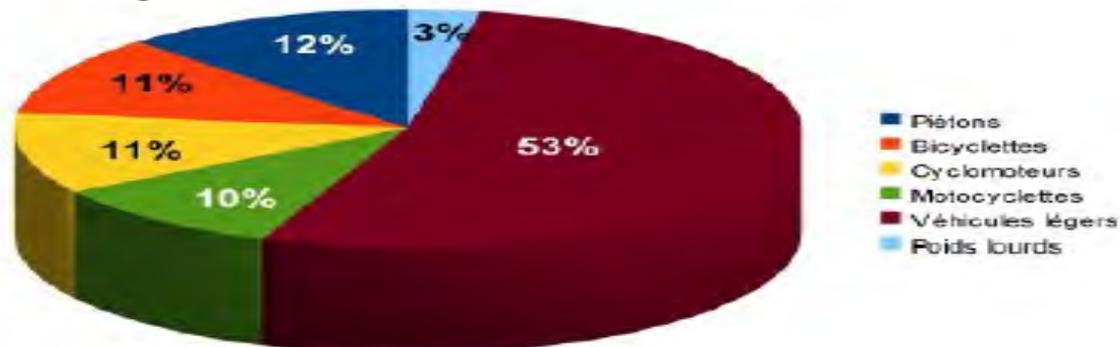
Bilan 2011

1/2

	2010	2011
Nombre d'accidents	957	902
<i>évolution annuelle 2010/2011</i>	-5,7%	
Personnes tuées à 30 jours	46	46
<i>évolution annuelle 2010/2011</i>	0%	
Personnes blessées hospitalisées	348	394
<i>évolution annuelle 2010/2011</i>	+13,2%	
Total personnes blessées	1 239	1 141
<i>évolution annuelle 2010/2011</i>	-7,90%	

Classes d'âges	% de personnes tuées par classes d'âges	% de la population du Bas-Rhin
0-13 ans	2 %	16,9 %
14-17 ans	13 %	5,1 %
18- 24 ans	26 %	10 %
25- 59 ans	29 %	49 %
+ de 60 ans	20 %	19 %

Les catégories de victimes en 2011 dans le Bas-Rhin



Principaux acteurs

Préfecture – Sous-préfet(e) chargé(e) de mission « sécurité routière »
DDSP – Direction départementale de la sécurité publique du Bas-Rhin
GGD – Groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin
DDT – Direction départementale des territoires

Mission : Sécurité routière

2/2

Action des services en 2011

Plan Départemental d'Actions de Sécurité Routière du Bas-Rhin (PDASR)

- Cette mesure a permis l'émergence de 135 actions préventives et éducatives dans le département, portées par 61 partenaires (collectivités, associations, entreprises) et le financement de 62 projets pour un montant de 90 652,91€. Une soixantaine de personnes, principalement des membres d'associations et d'entreprises, s'est adressée au centre de ressources de sécurité routière pour obtenir dépliants, affiches et éthylotests chimiques afin d'entreprendre des actions de sensibilisation
- La répartition budgétaire en 2011

Thématique	Financement demandé	Financement accordé	Part du PDASR en %
Jeunes	40 970 €	24 145 €	26,62 %
Label Vie	1 600 €	1 600 €	1,76 %
Deux-roues motorisés	17 814 €	11 400 €	12,57 %
Alcool et stupéfiants	29 140 €	13 975 €	15,40 %
Bicyclettes et usagers vulnérables	27 854 €	13 900 €	15,32 %
Risques routiers professionnels	17 200 €	6 100 €	6,72 %
Vitesse et obstacles fixes	32 540 €	23 640 €	26,06 %

Réforme du permis de conduire

De nouvelles thématiques liées aux comportements des conducteurs novices sont privilégiées, en faveur d'une prise de conscience des risques et des nouvelles mobilités (éco-conduite)



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Sécurité civile

1/2

Faits marquants en 2011

Adaptation du dispositif d'hébergement d'urgence des demandeurs d'asile

Les demandeurs d'asile étant non titulaire du plan d'urgence hivernal, 240 places spécifiques, dont 150 hors CUS, ont été créées en 2011 pour ces populations. Une partie de ces places est issue de transformation de places d'hôtel qui permet un coût moindre ainsi qu'une prise en charge plus adaptée

Permanence de sécurité civile

Dans le cadre de cette permanence, 34 événements ont été gérés en 2011

- 7 vigilances inondation
- 10 vigilances Météo
- 3 incidents industriels
- 2 déminages avec évacuation de la population
- 1 déminage pour 8 tonnes de munitions sur la LGV

Principaux acteurs

Préfecture – Service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de protection civile (SIRACEDPC) et Sous-Préfets d'arrondissement

SDIS – Service départemental d'incendie et de secours du Bas-Rhin

Avec le concours de ...

PN/GN – Police et gendarmerie Nationale

SAMU – Service d'aide médicale urgente du Bas-Rhin

DREAL – Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Alsace

DDT – Direction départementale des territoires du Bas-Rhin

Communes et EPCI – Maires et présidents d'EPCI



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Sécurité civile

2/2

Action des services en 2011

Intervention des sapeurs pompiers

65 468 interventions dans le Bas-Rhin en 2011 (+ 5% par rapport à 2010), dont 6 121 pour incendie, 35 518 pour secours à personne, 3 972 pour accident, 3 833 pour la protection des biens, 14 728 pour animaux et 586 interventions pour risques technologiques

Information préventive

- Actualisation du dossier départemental sur les risques majeurs (DDRM)
- 4 campagnes départementales d'information, d'instruction des dossiers « catastrophe naturelle »
- 127 dossiers communaux de porter à connaissance
- 693 dossier communaux de mise à jour
- 47 avis ICPE
- Avis pour les feux d'artifices communaux

Gestion des Etablissements recevant du public (ERP)

- Taux de réalisation des visites périodiques des ERP du Bas-Rhin : 92,72 %
- Nombre de visites périodiques effectuées en 2011 : 942
- Élaboration d'une doctrine générale pour réduire, à l'échelle départementale, le nombre d'avis défavorables concernant les ERP. Tenue de nombreuses réunions d'informations, actions avec les exploitants, maîtres d'ouvrages,...

Plan communal de sauvegarde (PCS)

Le taux de réalisation des PCS obligatoires est très élevé dans le département. Il s'établit à 74%, alors que la moyenne nationale est de 35%



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Solidarité, insertion et égalité des chances

1/3

Faits marquants en 2011

Réforme des majeurs protégés

Professionnalisation progressive des mandataires de justice en 2011 avec pour corollaire une augmentation de 7% des coûts à la charge de l'État par rapport à 2010

Égalité hommes / femmes

- Mise en place de permanences départementales d'accès aux droits

Elles garantissent un suivi et un accompagnement des femmes avec une attention particulière en direction des femmes d'origine étrangère ou vivant en milieu rural

- Guide des droits des femmes issues de l'immigration

Ce guide édité en plusieurs langues aborde les thématiques du droit du travail, du logement, de la santé, des titres de séjour, des violences, des mariages forcés, des mutilations sexuelles,...

- Création du fonds de garantie à l'initiative des femmes (FGIF)

Il favorise la création d'entreprises féminines, leur accompagnement ainsi que l'accès au crédit bancaire. Actuellement seuls 35% des créateurs d'entreprises sont des femmes. L'État se porte caution auprès d'une banque, ce qui évite le recours à une garantie personnelle. 71 mesures contre 59 en 2010 ont été menées, le Bas-Rhin étant le 3^e département de France à avoir mis en œuvre cette démarche

- Contrat mixité des emplois

Une aide financière est octroyée aux entreprises qui embauchent des femmes à des postes majoritairement occupés par les hommes. Cette aide peut couvrir jusqu'à 50% des coûts d'investissement. TRW à Ingwiller et Würth à Erstein se sont engagés dans ce dispositif

Principaux acteurs

DDCS – Direction départementale de la cohésion sociale du Bas-Rhin

DRJSCS – Direction régionale de la jeunesse, du sport et de la cohésion sociale d'Alsace

Préfecture de région – Délégation régionale au droit des femmes et à l'égalité d'Alsace



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Solidarité, insertion et égalité des chances

2/3

Action des services en 2011

Femmes victimes de violences

- Synthèse de 5 années de l'Observatoire des violences, qui recense dans le Bas-Rhin les chiffres des violences faites aux femmes. On retrouve des données concernant les victimes, les auteurs de ces violences, les démarches à suivre ainsi que les politiques publiques menées dans le Bas-Rhin
- Réalisation d'un répertoire et d'une cartographie des dispositifs d'accueil dans le département

Actions en faveur des familles vulnérables

• Tutelles

251 mandataires gérant 1 195 mesures de protection pour un coût de 386 898€

6 associations gèrent 3 455 mesures de protection pour un coût de 2 018 031€

• Protection de l'enfance

28 dossiers de pupilles ont été examinés lors de 10 conseils de famille. 9 pupilles ont été confiés à des familles en vue de l'adoption

• Actions en faveur des familles

Dans le cadre du réseau d'écoute et d'appui des parents (REAAP), 22 associations ont été financées pour un montant de 75 340€. 5 associations gèrent pour un montant de 50 000€ les questions de médiation familiale. 6 établissements ont été financés à hauteur de 52 860€ pour du conseil conjugal et familial

Handicap et dépendance

Renforcement du pilotage par l'État de l'allocation adultes handicapés (AAH) avec pour objectifs de supprimer les disparités régionales et départementales et garantir l'égalité de traitement des demandeurs : présentation de la démarche à la MDPH, établissement d'un état des lieux des processus et enfin établissement d'un tableau de bord de suivi

Mission : Solidarité, insertion et égalité des chances

Action des services en 2011

Prévention de l'exclusion et insertion de personnes vulnérables

● Dispositif d'accueil, d'hébergement et d'insertion

147 places d'urgence, 218 places de stabilisation, 594 places de CHRS, 100 logements dans le cadre du développement de l'intermédiaire locative. Création de 46 places en maisons- relais

● Reprise de la résidence d'accueil du Courlis à Erstein par l'ARSEA

Suite aux difficultés de gouvernance ayant abouti à sa liquidation, les services de l'État ont mené à bien la reprise de la structure par l'association ARSEA, permettant de maintenir l'accueil des 25 résidents

● Contractualisation et politique du « Logement d'abord »

Le processus de contractualisation avec les opérateurs associatifs a été initié et a permis la signature de protocoles d'accord avec la majorité d'entre eux. Cette démarche permet de développer de meilleurs réponses en faveur du logement des personnes en difficultés

Service intégré de l'accueil et de l'orientation (SIAO) : acteur du dispositif d'hébergement

Nombre de demandes reçues	1 042, soit 1 727 personnes
Âge moyen des demandeurs	36 ans 22% ont moins de 26 ans
Origine des demandeurs	86% Ville de Strasbourg, 8% CUS hors ville 5% département, 1% hors département
Orientations demandées	1er choix (689 demandes) pour un CHRS 2e choix (127 demandes) pour un logement d'insertion 3e choix (169 demandes) pour un logement autonome
Places proposées	228 places toutes structures confondues 4,5 demandes pour 1 place proposée



Mission : Sport, jeunesse et vie associative

Faits marquants en 2011

Sports

- Un accompagnement spécifique d'associations sportives a permis de faire émerger des projets d'accueil de personnes handicapées et des projets de développement de la pratique sportive dans le quartier du Neuhof. La fête du sport, organisée au Neuhof les 9 et 10 septembre 2011 est une illustration de la redynamisation de l'offre sportive dans ce quartier
- La création du conseil départemental de la jeunesse, des sports et la vie association (arrêté en date du 1er juin 2011), a permis de réunir la formation spécialisée chargée de donner un avis sur les demandes d'agrément jeunesse-éducation populaire. 25 associations ont ainsi obtenu cet agrément en 2011

Action des services en 2011

Sports

- Sous-commission départementale d'homologation des enceintes sportives
Les équipements sportifs accueillant plus de 3000 personnes en plein air ou plus de 500 personnes en équipement couvert sont concernés. Une réunion en novembre 2011 a permis l'homologation par le Préfet du centre sportif intercommunal de Sélestat et l' « Espace La Forêt » de Gries
- Mission d'information, de prévention et de contrôle auprès des acteurs du sport
83 établissements d'APS ont été contrôlés en 2011. Ces visites ont permis de relever principalement des défauts d'affichage obligatoire et des absences de cartes professionnelles chez les éducateurs sportifs diplômés. Aucun établissement n'a fait l'objet d'une fermeture

Principaux acteurs

DDCS – Direction départementale de la cohésion sociale du Bas-Rhin

DRJSCS – Direction régionale de la jeunesse, du sport et de la cohésion sociale d'Alsace



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Sport, jeunesse et vie associative

2/2

Action des services en 2011

● Le Centre national de développement du sport (CNDS)

Les aides fournies par le CNDS pour les associations sportives et comités départementaux du Bas-Rhin ont été au total de 3 214 000€. Elles ont porté sur :

- le soutien aux projets de développement sportif (1 516 000 €) : plus de 600 associations sportives et 54 comités départementaux (CD) ont pu bénéficier de subventions, versées en juillet 2011
- l'accompagnement éducatif sportif (215 350 €) : il a concerné 64 établissements scolaires (51 collèges, 13 écoles élémentaires de l'éducation prioritaire). 60 associations sportives et 9 CD ont proposé des animations sportives gratuites aux collégiens et écoliers de 16h à 18h
- l'aide aux emplois sportifs pour personnes en situation de handicap (36 000 €)
- 17 projets d'équipements sportifs (1 446 916 €) : mise en accessibilité de la gravière du Fort à Lipsheim, , achat de fauteuils handisports par le CD de handball

Politiques éducatives et de jeunesse

● Service civique

- 380 jeunes ont été volontaires en 2011 dans le département (508 en Alsace). Ils se sont investis majoritairement dans les domaines de la solidarité et de la culture
- Mise à l'étude et proposition en vue d'un « **service civique transfrontalier** »

● Mobilité européenne

800 000€ ont été accordés pour des projets et pour le fonctionnement des ONGE strasbourgeoises. 250 bas-rhinois(es) ont été concerné(e)s par les projets du programme européen jeunesse en action. 30 jeunes du département sont partis en service volontaire européen

● Information des jeunes

Création de deux nouveaux Point d'informations jeunesse (PIJ). On recense plus de 15 300 visites dans les locaux avec 4 283 jeunes rencontrés à l'occasion des 70 animations organisées



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Travail et emploi

1/4

Faits marquants en 2011

Demandeurs d'emploi

- Fin 2011, l'Alsace compte 79 600 demandeurs d'emploi n'ayant pas travaillé au cours du dernier mois
- 2000 femmes supplémentaires sont à la recherche d'emploi entre décembre 2010 et décembre 2011. L'augmentation du chômage a été plus forte pour les femmes (+ 5,7%) que pour les hommes (+1,9%)
- Le chômage des jeunes enregistre une hausse annuelle de + 1,5%
- Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (CLD) augmente de + 2,1% en un an sur le département. 48% d'entre eux sont au chômage depuis plus de 2 ans. La proportion de CLD par rapport au nombre total de demandeurs est de 37,8% en 2011
- Le bassin de Molsheim enregistre la plus forte hausse de nombre de chômeurs : + 11,7% contre + 2,7% à Wissembourg et + 3,1% à Sélestat

Taux de chômage

- Le taux de chômage au 31/12/2011 est de 9,9% dans le bassin de Strasbourg, contre 7,5% à Sélestat, 6,7% à Saverne, 6,4% à Haguenau, 6,2% à Molsheim et 5,5% à Wissembourg. Globalement, le taux de chômage du Bas-Rhin (8,0%) est inférieur à celui du Haut-Rhin (9,0%) et inférieur également de 1,3 point à la moyenne nationale fin 2011

Principaux acteurs

DIRECCTE/ UT67 – Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Alsace et son Unité territoriale du Bas-Rhin

Préfecture – Sous-préfets d'arrondissement

Avec le concours de ...

Pôle Emploi – Direction régionale Alsace



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Travail et emploi

2/4

Action des services en 2011

L'emploi par secteurs d'activité

- Dans l'industrie et l'hôtellerie-restauration, 2 200 emplois supplémentaires ont été créés. La zone d'emploi la plus dynamique est Haguenau (+2,2%) est inversement à Sélestat on note un recul des effectifs (-0,5%)
- Le secteur de l'insertion par l'activité économique compte 78 structures employeuses ayant fait travailler plus de 4 000 salariés dans le Bas-Rhin. Malgré la conjoncture difficile, le secteur a su maintenir son niveau d'activité
- Le secteur du service à la personne qui occupe 6 300 salariés dans le département, a créé 11% d'emplois supplémentaires en 2011. Le nombre de structures agréées est passé de 193 à 205 en 2011. L'augmentation est liée essentiellement au recours à l'auto-entrepreneuriat. L'agrément n'est plus requis depuis fin 2011 uniquement pour les activités à destination des publics fragiles

Favoriser l'accès à l'emploi

- Le fonds pour l'insertion professionnelle des jeunes (FIPJ) a financé 41 projets et a bénéficié à 2 450 jeunes pour un montant de 404 000€
- 27 Entreprises Adaptés dans le cadre de la politique du handicap ont été conventionnées pour l'emploi de 459 personnes en ETP, soit des crédits à hauteur de 4,5M€ d'aides aux postes
- L'année 2011 a été marquée par la clôture des conventions de première génération dans le cadre des Maisons de l'Emploi. Les trois présentes sur le département (Strasbourg, Saverne et Molsheim), ont été à nouveau conventionnées pour un montant global de 1,6 M€

Emploi transfrontalier

- Accès à l'emploi des jeunes et personnes en difficulté par le développement de l'apprentissage et de stages transfrontaliers. Réalisation d'une étude qui recense l'ensemble des formations transfrontalières dans le Bas-Rhin



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Travail et emploi

3/4

Action des services en 2011

Accompagnement des mutations économiques

- L'activité partielle, principale alternative aux licenciements économiques, a connu une baisse constante du nombre de demandes. Avec 224 dossiers contre 424 en 2010, 1 780 000€ ont été versés en 2011 aux entreprises

- L'allocation partielle de longue durée offre aux salariés une meilleure indemnisation des heures de chômage et à l'employeur une meilleure prise en charge. En 2011, seules 38 conventions (contre 72 en 2010) ont été signées avec 20 entreprises pour un montant total de 1 400 000€ (contre 2 634 000€ en 2010)

- Les cellules de reclassement visent à assurer un accompagnement individualisé des salariés licenciés pour motif économique afin de favoriser le retour à l'emploi. L'État intervient au travers du Fonds national de l'emploi (FNE). En 2011, 21 dossiers ont été financés et 340 salariés en ont bénéficié pour un montant global de 350 000€

- L'allocation temporaire dégressive permet de favoriser la reprise de l'activité de salariés licenciés pour motif économique et acceptant un emploi moins bien rémunéré par une compensation totale ou partielle de la perte de salaire. En 2011, 34 conventions dont 28 avec une prise en charge totale par l'État ont été signées pour 55 salariés bénéficiaires pour un montant total de 112 000€

- Le nombre de Plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) a baissé en 2011 : 9 notifications contre 18 en 2010.

Les PSE les plus notables ont concerné :

- COOP Alsace avec 409 départs volontaires en raison d'une situation financière dégradée,
- Pétroplus de Reichstett avec 253 salariés licenciés à la suite de l'arrêt de l'activité
- Caddie SA avec 124 départs volontaires suite au transfert des activités à Drusenheim



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Travail et emploi

4/4

Action des services en 2011

Redynamisation des Services publics de l'emploi local (SPEL)

La mobilisation des services en particulier des animateurs territoriaux pour le fonctionnement des SPEL a été importante :

1. Lutte contre le chômage de longue durée

- Promotion des CUI/CAE auprès des élus des collectivités locales du département
- L'opération « les moissons de l'emploi » organisée sur les territoires de Molsheim et Saverne, a été menée par les demandeurs d'emploi, qui ont eux-mêmes démarchés les entreprises

2. Agir sur les métiers en tension

- Organisation du forum de recrutement spécifiquement ZUS (Neuhof) au printemps 2011

3. Développer l'alternance

- Organisation d'un forum d'apprentissage et jobs d'été

Le nombre de contrats en alternance a évolué favorablement dans le département au cours de la campagne 2011/2012 : +12% pour les contrats de professionnalisation et +3,8 % pour les contrats d'apprentissage

Lutte contre le travail illégal

● En 2011, les priorités d'actions s'accompagnent d'objectifs de verbalisation dans le cadre de la lutte contre le travail illégal :

- 162 procédures pénales contre 178 attendus (tous services confondus)
- 55 PV ont été dressés suite à des contrôles conjoints, soit un taux de 32% du niveau total de verbalisation

● Le niveau des cotisations sociales recouvrées par l'URSSAF dans la lutte contre le travail illégal s'est élevé pour le Bas-Rhin à près de 2 300 000€ en 2011



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Ville et Logement

1/4

Faits marquants en 2011

Logement social

- 111 700 logements sociaux en Alsace, 62 400 dans le Bas-Rhin, 33 800 à Strasbourg
- 2 191 logements sociaux financés sur le territoire du Bas-Rhin (562 PLAI, 998 PLUS et 631 PLS) dont 633 sur le territoire de compétence du CG67 (178 PLAI, 333 PLUS, 122 PLS) pour un montant global de 5,87 M€, dont 1,59 M€ sur le territoire de compétence du CG67
- Fonds d'aménagement urbain : 4 dossiers financés sur le territoire de la CUS pour un montant de 187 474 €
- 23 conventions d'utilité sociales signées avec des bailleurs sociaux ayant leur siège dans le Bas-Rhin
- Fichier partagé de la demande de logement social

Fichier local partagé par l'ensemble des bailleurs du département et d'une délégation, de la qualité de gestionnaire départemental à l'AREAL. Depuis le 29 avril 2011, l'ensemble des bailleurs sociaux saisissent les demandes dans l'application « Imhoweb »

Financement du logement privé

- 538 logements financés sur le Bas-Rhin (394 sur le territoire de compétence du CG67) dont 132 au titre du programme « Habiter mieux » pour un montant global de 6,846 M€

Principaux acteurs

DDCS – Direction départementale de la cohésion sociale du Bas-Rhin

DDT – Direction départementale des territoires du Bas-Rhin

Préfecture – Sous-préfet chargé de mission politique de la ville auprès du préfet du Bas-Rhin

Avec le concours de ...

ANRU – Agence nationale du renouvellement urbain

DREAL – Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Ville et Logement

2/4

Action des services en 2011

Aide à l'accès au logement

- Convention 1% Action Logement

Un quart des attributions (selon le code de la construction de l'habitation) pour lesquels les organismes collecteurs agréés associés de l'UESL disposent de contrats de réservation, doit être réservé aux salariés et demandeurs d'emplois désignés comme prioritaires par la commission de médiation DALO

- L'accord collectif départemental (ACD)

Répond aux besoins des travailleurs sociaux et des bailleurs afin d'augmenter le taux de relogement des ménages prioritaires : 814 relogements dont 279 pour les sortants de structures : taux de réalisation de 93%

- Accompagnement vers le Logement (AVL)

Dispositif qui fait suite au constat que près de 40% des ménages inscrits dans l'ACD refusent la proposition de logement qui leur est faite

- Actualisation de la charte de prévention des expulsions locatives, signée par 19 partenaires, le 15 décembre 2011. Son champ de compétence s'applique du premier incident de paiement, jusqu'au devenir des ménages expulsés et vise aussi bien les locataires du parc privé que du public

Chiffres des ACD

Nombre de demandes reçues	1 592
Nombre de demandes validées	1 273
Nombre de relogements	814 , dont 603 par l'État, 120 au titre du DALO 180 CUS 31 CG



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Ville et Logement

3/4

DALO bilan au 31 décembre 2011

	2011	2010
Demandes déposées		
Logement	413	352
Hébergement	35	26
Total	448	378

Demandes traités		
Logement	452	411
Hébergement	36	31
Total	488	442

Demandes reconnues prioritaires		
Logement	126	126
Hébergement	54	22
Total	180	148



Rapport d'activité
des services de l'État
devant le Conseil général
du Bas-Rhin - 2011

Mission : Ville et Logement

4/4

Action des services en 2011

Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables

- La commission de coordination des actions de prévention des expulsions (CCAPEX) s'est réunie à 7 reprises en 2011 et a traité 78 dossiers, dont 73% ont trouvé une issue positive durant l'année

Construction durable

- Plan bâtiment grenelle

Étude énergétique sur le parc HLM, lancement d'une étude « énergie et patrimoine ancien » et coordination des audits énergétiques sur le parc bâtiments de l'État en Alsace. 115 audits réalisés dont 90 audits « Énergie gros entretien » et 25 audits « accessibilité »

Politique de la ville

- Les crédits Contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) 2011 s'élèvent à 3 131 640€
- Les thématiques prioritaires sont : l'éducation (39,3% de l'enveloppe), l'emploi (15,3%), la prévention de la délinquance (13%) et la santé (5%). Les dépenses des 2 CUCS représentant 1,386M€
 - Prolongation des CUCS jusqu'en 2014 et signature d'un avenant pour le CUCS Haguenau Bischwiller et Kaltenhouse (HBK). 2 CUCS expérimentaux ont été lancés sur les quartiers de Cronembourg et du Neuhof
 - 80% des subventions aux associations ont été mandatées avant fin avril 2011 : les associations ont pu disposer relativement tôt des fonds pour le lancement de leurs projets
 - En matière éducative, création de 2 nouvelles cordées de la réussite labellisées (9 au total), financées par l'ACSé pour un montant de 46 650€ . Elles ont permis de faire suivre 3 200 élèves par environ 215 tuteurs et étudiants de l'enseignement supérieur
 - En matière de médiation sociale, la mobilisation des 23 postes d'adulte relais disponibles a permis d'obtenir un poste supplémentaire

